

Faillite
de MS Mode
aux Pays-Bas
Un impact
pour CoolCat
et
America
Today?

PAGE 14

12
vendredi 12 août 2016
www.lecho.be

L'ECHO

Take Eat Easy
Les coursiers
français prêts à
se tourner vers
la justice. PAGE 15

Brussels
Airlines volera
de Bruxelles
à Bombay
cinq fois
par semaine.
PAGE 4

Skype sera inclus dans le paquet télécom

La Commission européenne doit présenter prochainement le «paquet télécom», une refonte complète du cadre réglementaire. Une fuite permet d'apprendre que Skype, WhatsApp et les autres seront concernés par plusieurs textes, au grand bonheur des opérateurs traditionnels. **P. 13**

L'Allemagne dope son arsenal sécuritaire

L'Allemagne a décidé de renforcer son arsenal anti-terroriste. Berlin ouvre notamment la voie à une déchéance de la nationalité pour les djihadistes et veut accélérer l'expulsion de migrants dangereux. **P. 7**

L'or dopé par la demande des investisseurs

Les investissements dans l'or ont atteint un record depuis le début de l'année, selon le World Gold Council. Les investisseurs professionnels et particuliers se sont rués sur le métal jaune sous toutes ses formes. **P. 24**

Près d'un jeune Belge sur cinq en décrochage

17,5% des Belges âgés de 20 à 24 ans n'ont pas d'emploi et ne suivent pas non plus de formation ou de cursus scolaire. C'est ce que révèle une étude d'Eurostat. Notre pays se situe un peu au-dessus de la moyenne européenne. **P. 5**

MARCHÉS			
BEL 20	+1,29%	3.535,39	↗
EUROSTOXX 50	+1,01%	3.049,03	↗
DOW JONES	+0,64%	18.613,52	↗
EURO EN DOLLAR	-0,13%	1,1168	↘
TAUX BELGE (à dix ans)	+2 pts de base	0,13%	↗
ONCE D'OR (en USD)	+0,50%	1.347,70	↗

136^e ANNÉE
BEL 2,30 €

N°158
LUX 2,80 €

33

5 413639 101577

Les très grosses cylindrées séduisent de plus en plus de Belges



Les voitures de 200 kW (272 chevaux) et plus ont enregistré un boom de 64% au 1^{er} semestre 2016 en Belgique. Ultra-sportives et SUV de luxe tirent la tendance avec des ventes qui décollent. La nouvelle XC 90 connaît un début de commercialisation important dans ce segment des plus grosses motorisations. Rayon sportives, la Ford Mustang, disponible pour la première fois en volumes plus conséquents en Europe, cartonne en Belgique. Notre pays est d'ailleurs le 3^e marché européen en volume pour ce modèle qui casse les prix du segment. D'autres marques comme McLaren (photo: McLaren 570S) restent plus confidentielles dans les immatriculations. ©JEAN DUJARDIN **LIRE EN PAGE 3**

Le Belge n'a jamais eu autant d'argent sur son compte à vue

En un an, les comptes à vue des ménages belges ont gonflé de 9 milliards d'euros pour atteindre le montant record de près de 75 milliards d'euros fin juin, révèlent les chiffres de la Banque nationale belge. Cela revient à pas moins de 5.300 euros par compte à vue, soit un tiers de plus qu'il y a deux ans. Les comptes courants affichent ainsi une croissance supérieure à celle des comptes d'épargne. Selon les banques, de plus en plus de ménages estiment, en raison des taux ultra-bas en vigueur actuellement – soit 0,11% sur la plupart des comptes d'épargne classiques – qu'il ne vaut plus la peine de transférer leur argent sur leur compte d'épargne. «En raison des

taux d'intérêt bas, les gens gèrent leurs avoirs de manière moins active qu'auparavant», nous dit-on chez BNP Paribas Fortis. Les investissements à taux fixe ne leur plaisent pas davantage et de nombreux particuliers hésitent, dans un climat boursier volatil, à investir dans des fonds ou des actions. Nombre de banquiers parlent d'une «paralysie générale», dont la durée est difficile à prédire. Dans l'attente de meilleures opportunités d'investissement, les Belges parquent donc massivement leur argent sur de simples comptes à

Le Belge a en moyenne
5.300 €
sur son compte à vue

Montant total sur les comptes à vue: 75 milliards d'euros
Nombre estimé de comptes à vue: 14 millions

vue, même si ces derniers ne rapportent rien. Dans les conseils d'administration des banques cependant, un son de cloche opposé se fait entendre à propos du taux d'épargne. Les banquiers estiment que le taux minimum légal de 0,11%, trop élevé, est intenable, car ils doivent souvent réinvestir à perte l'épargne excédentaire en obligations d'Etat à des taux bas voire négatifs. Le CEO de la KBC, Johan Thijs, affirme trouver anormal que l'Etat belge puisse emprunter à un taux de 0,10% sur 10 ans, alors que les banques belges sont obligées de

garantir à leurs clients un taux de 0,11% sur leur épargne. Le fait que les ménages belges laissent davantage d'argent sur leur compte à vue à 0% arrange donc bien les banques, finalement. Les taux d'intérêt historiquement bas sont la conséquence de la politique monétaire inhabituelle menée par la Banque centrale européenne. En Allemagne, le tabou sur un taux négatif pour les épargnants particuliers commence tout doucement à vaciller. Une petite banque bavaroise vient d'annoncer à ses clients l'introduction, dès septembre, d'un taux négatif pour ses grands clients, aux avoirs supérieurs à 100.000 euros. **EMMANUEL VANBRUSSEL**

Les bénéfices des sociétés du Bel 20 en recul de 30%

Surpassant AB InBev, ING est devenu le plus gros contributeur au niveau des bénéfices dans l'indice Bel 20.

MARC COLLET

C'est à peu près certain. Le millésime 2016 ne comptera pas parmi les meilleurs pour la grande majorité des sociétés suivies par l'indice Bel 20 de la Bourse de Bruxelles. Leurs bénéfices se sont contractés de 29% en moyenne au cours de la première moitié de cette année. Ils totalisent 7,7 milliards d'euros contre 10,9 milliards pour la période correspondante de 2015. Ce bilan fait toutefois de l'ombre à quelques belles performances. Sur les 17 membres de l'indice, 7 ont en effet réussi à faire progresser leurs bénéfices. Et le champion dans cette catégorie n'est plus AB InBev, qui nous avait habitués à cette prestation. C'est le bancassureur néerlandais ING, qui a fait son entrée dans le Bel 20 au mois de mars dernier, qui s'accapare ce titre. Non seulement ses profits ont grimpé de 20% au premier semestre, mais ce sont les plus élevés de l'indice (2,5 milliards d'euros). Superbe prestation si l'on sait que l'environnement actuel de taux d'intérêt bas ne favorise pas nécessairement leurs affaires. Loin derrière ING, on trouve l'énergéticien français Engie avec une hausse de 11,3% de ses profits (1,2 milliard) et Octex (+ 11,3%). Dix sociétés ont vu leurs profits se contracter. On citera pêle-mêle Umicore (-49,4%), AB InBev (-40,6% à 2,3 milliards), Cofinimmo (-39,4%), Be-kaert (-36,7%) et KBC (-5,36%). Pour GBL, Telenet et Ageas, les chiffres sont même tombés dans le rouge.

Les patrons d'entreprises expliquent ces maigres performances en évoquant l'impact négatif des variations de changes (Solvay, Bekaert et AB InBev entre autres), ainsi que des éléments non récurrents liés à une opération de rachat (Telenet), à la comptabilisation d'une moins-value (GBL), au paiement d'une amende (Umicore) ou encore réalisés dans le cadre d'un règlement concernant des procédures civiles (Ageas).

7,7 mrd €

C'est le montant total des bénéfices des sociétés du Bel 20 pour le 1^{er} semestre 2016. En 2015, pour la même période, elles comptabilisaient 10,9 milliards de bénéfices. Une belle chute donc.

Ces éléments non récurrents n'étant pas appelés à se répéter dans la seconde partie de 2016, il est permis de tabler sur des jours meilleurs pour le Bel 20 qui avait connu un début d'année fort difficile. Les patrons se montrent plutôt confiants. En témoignent les annonces favorables que certains ont faites sur leur politique de dividendes. **LIRE EN PAGE 4 ET ÉDITO PAGE 2**

La Deux

ÉDITORIAL
MARC
COLLET



Le recul des profits de sociétés a pesé sur l'indice

Le Bel 20 prévoit des jours meilleurs

Et si la baisse des bénéfices observée dans la première partie de l'année un peu partout en Europe était le vrai coupable du coup de blues des investisseurs en janvier sur les Bourses? Les sociétés liées à l'indice Bel 20 n'ont pas fait exception à cette tendance. Plus de la moitié d'entre elles ont vu leurs résultats finaux décrocher au premier semestre, parfois même sensiblement par rapport à leur niveau de la période correspondante de 2015.

Pour justifier la débandade des cours sur les principales Bourses dans le monde au tout début de cette année – on l'avait presque oublié –, on avait pointé le recours des autorités boursières chinoises aux coupe-circuit pour enrayer la dégringolade des cours de leurs sociétés. À Bruxelles, le

Bel 20 avait perdu jusqu'à 15% en une poignée de semaines.

Les résultats du Bel 20 ont été fort affectés par des éléments exceptionnels au 1^{er} semestre.

On avait aussi accusé la chute des prix pétroliers. Mais qui parmi les consommateurs particuliers et les patrons d'entreprises s'en étaient plaints? La récente baisse des cours du brut n'a en tout cas pas empêché Wall Street d'atteindre de nouveaux sommets la semaine passée.

Puis est survenu en juin le choix des Britanniques de se distancer de l'Union européenne. Il est vrai qu'il n'a pas manqué de déstabiliser les investisseurs. Mais assez rapidement, ceux-ci ont repris leurs esprits. Et les marchés sont repartis à la hausse. La plupart des indices européens, y compris le Stoxx 600 et le Bel 20, ont à ce jour entièrement effacé leurs pertes post-Brexit.

Il reste que ces indices accusent par contre toujours un bilan négatif depuis le début de cette année. Le Bel 20 et le Stoxx 600 cèdent encore entre 4 et 5%. L'évolution défavorable des bénéfices est en réalité la principale cause. Avec un repli moyen de 30% des sociétés liées à l'indice Bel 20, le bilan de cet indice aurait pu être plus lourd. Mais voilà, les Bourses ont cette manie d'anticiper. Et l'on peut penser que le Bel 20 prévoit déjà des jours à venir meilleurs pour les résultats. Des résultats qui ont été fort affectés ces derniers mois par des éléments exceptionnels non récurrents.

Roland Kahn (MS Mode)

La success story prend mauvaise tournure

À 64 ans, les revers s'accumulent pour cet homme d'affaires néerlandais collectionneur de Rolex et amateur de voitures de luxe. Longtemps emblématique de la distribution aux Pays-Bas, son empire de magasins en Europe se fissure.

DIDIER BURG
À AMSTERDAM

Amateur de montres de luxe lui valant le surnom de «patron à la Rolex», le Néerlandais Roland Kahn collectionne aussi les infortunes. Reprise ratée des grands magasins V & D voici quelques mois, faillite récente de ses magasins MS Mode, le vent tourne pour cet entrepreneur emblématique, symbole jusqu'à présent d'une réussite sans faille dans le secteur de la distribution aux Pays-Bas.

Depuis son premier job de vacances dans un magasin d'Amsterdam à l'âge de quinze ans, sa fortune personnelle est aujourd'hui estimée à 250 millions d'euros. Le magazine Quote 500 place l'homme d'affaires autodidacte en 70^e position des personnes les plus riches aux Pays-Bas.

Quarante ans après l'ouverture de sa première boutique de vêtements pour jeunes à Amsterdam, Roland Kahn est en effet à la tête d'un empire de chaînes de magasins en Europe. Tout s'est précipité en 1976 avec le lancement de la chaîne de magasins de vêtements pour jeunes Cool Cat dont le style innovant a défrayé la chronique.

Aujourd'hui, les six cents magasins des quatre enseignes de vêtements exploitées (Cool Cat, America Today, Sapph et MS Mode aujourd'hui en faillite) sont regroupés au sein du holding Cool Invest. Avec des implantations en Allemagne, dans le Benelux, en Espagne

et en France, le groupe génère un chiffre d'affaires de quelque 500 millions d'euros et emploie 6.000 personnes.

La carte maîtresse dans le jeu de Roland Kahn pour réussir en affaires: son intuition innée pour doser les risques à prendre. L'homme a su aussi assurer ses arrières en alternant locations d'emplacements pour ses magasins et achats d'immobilier commercial. «Grâce à ce principe appliqué à la lettre pendant des années, la richesse du groupe ne repose pas sur le nombre de T-shirts et de pulls vendus dans les boutiques», explique Roland Kahn lors d'interviews.

Reste un amer constat d'échec pour l'homme d'affaires aujourd'hui âgé de 64 ans. Malgré son côté anticonformiste à l'image des vêtements choc de Cool Cat, l'homme aurait volontiers voulu se hisser au rang des grandes familles d'entrepreneurs néerlandais comme des Brenninkmeijer à la tête des magasins C & A ou les Heijn qui exploitent les supermarchés Albert Heijn.

Force est pourtant de constater que les grandes ambitions de croissance de Roland Kahn hors le secteur de la vente de vêtements sont res-

LE PROFIL

- Né le 20 juin 1952
- **1967**: Premier job d'été dans un magasin
- **1967-1973**: Employé au service des achats des grands magasins De Bijenkorf
- **1976**: Lancement de l'enseigne Cool Cat
- **1989-2012**: Salve d'acquisitions de chaînes de vêtements: America Today, MS Mode (mode féminine en grande taille), Sapph (lingerie)
- **2016**: Échec de la reprise des grands magasins V & D et faillite de l'enseigne MS Mode.

tées lettre morte. Tout comme sa diversification rêvée dans la branche la plus sélect de la distribution: le secteur des grands magasins.

Preuve que cette quête forcenée le taraude: le créateur de Cool Cat a ambitionné tour à tour de reprendre ces dernières années les grands magasins de luxe De Bijenkorf ou les grands magasins populaires Hema quand ils étaient au bord du gouffre.

Sortant de nouveau du bois au printemps dernier, Cool Invest s'est aussi porté acquéreur de la chaîne de grands magasins en faillite V&D. À chaque fois, un échec a barré la route à cet homme d'affaires propriétaire d'une Porsche et d'une Aston Martin. Sans compter l'embardée qui vient de se produire avec la faillite des magasins MS Mode.



© HOLLANDSE HOOGTE

«J'aime les femmes»

Deux semaines avant la faillite des magasins MS Mode, Roland Kahn déclarait à l'émission «Z op Zaken» de RT son intention de lancer cette année un nouveau concept de magasins féminins. «J'aime trop les femmes», a-t-il avoué devant les caméras.

Mais pas la ministre

En conflit ouvert avec la ministre du Commerce extérieur en novembre 2013, Roland Kahn avait alors refusé de signer un accord garantissant davantage de sécurité dans les usines de fabrication de vêtements au Bangladesh.

LA PETITE HISTOIRE

Les Américains peuvent désormais écrire à Barack Obama sur Facebook

Plutôt que de sortir son stylo pour écrire une lettre ou d'envoyer un e-mail, les citoyens américains peuvent désormais écrire sur Facebook à leur président. La Maison-Blanche vient de lancer son bot (robot virtuel) sur la plate-forme Messenger.

Depuis le début de sa présidence, Barack Obama a insisté pour lire dix lettres envoyées par des Américains chaque jour. Il fait désormais un pas de plus vers eux en proposant de se servir du réseau social le plus utilisé pour entrer en contact avec lui. Il suffit à chaque Américain connecté au réseau social d'envoyer un message à la page Facebook de la Maison-Blanche, comme il le ferait avec ses amis. Une

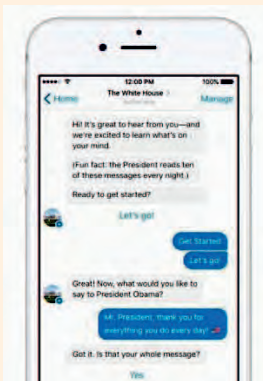
fois le message finalisé, le bot demande quelques informations personnelles comme l'adresse e-mail et

le numéro de téléphone du destinataire. Comme pour les lettres ou les e-mails, ce n'est pas certain que le message Facebook termine sous les yeux du président.

«Notre but est de rencontrer les personnes là où elles se trouvent», a déclaré Jason Goldman, le directeur de la stratégie digitale de la Maison-Blanche. C'est pour cette raison

que le président a son propre compte Twitter et que la Première dame est sur Snapchat.» Il a également affirmé que ce bot était le premier utilisé de la sorte par un gouvernement.

MATHILDE RIDOLE (ST.)



© BOOT FACEBOOK OBAMA

ÉPINGLÉ PAR VADOT



Les ventes de très grosses cylindrées explosent en Belgique

Les voitures très puissantes se vendent comme des petits pains en Belgique. Avec 64% d'augmentation sur 6 mois, le marché des plus de 200 kW explose, notamment grâce à deux modèles: la Volvo XC90 et la Ford Mustang.

BENJAMIN EVERAERT

Bouchons, taxes sur la pollution ou downsizing n'ont pas d'effet sur l'amour de certains Belges pour les grosses cylindrées. Selon les calculs de la Febiac, Fédération belge de l'automobile & du cycle, 6.789 voitures d'au moins 200 kW (272cv) ont été immatriculées au premier semestre 2016, c'est 64,4% de plus que sur la même période 2015.

Dans le détail, plusieurs facteurs expliquent cela. Des voitures comme la XC 90 de Volvo, nouvelle sur le marché, ont par exemple de grosses puissances et font en même temps du volume. Notons d'ailleurs que ce nouveau crossover de luxe existe dans une version plug-in hybrid qui n'affiche que 49 grammes de Co2, de quoi éviter une bonne partie des taxes, un frein important aux grosses cylindrées. Les versions de plus de 272 cv de ce nouveau modèle viennent grossir d'un millier les chiffres de ventes de ces grosses cylindrées dans le segment des «jeep like».

Des Volvo gonflées

Ce segment des gros SUV puissant a d'ailleurs vu ses «immats» doubler au premier semestre. Ce qui contribue à la très bonne forme de Volvo en Belgique. Sur 7 mois, «Volvo réalise une croissance de 7,73% par rapport à 2015 avec 11.890 immatriculations et une part de marché de 3,46%» en Belgique, aime d'ailleurs à rappeler la marque.

Dans le même ordre d'idée, notons que la Tesla Model S est la limousine la plus vendue dans ce segment des voitures très puissantes, devant les modèles de BMW, Audi ou Mercedes pris un à un. Un segment qui enregistre aussi une belle performance de la Maserati Ghibli et ses 161 modèles vendus, pour un véhicule dont le prix



La Ford Mustang, désormais disponible sur le marché européen, fait carton plein en Belgique où elle est la voiture ultra-sportive la plus vendue en 2016. © JEAN DUJARDIN

«Quand tu roules en Mustang, tout le monde tourne la tête.»
JO DECLERCQ
DIRECTEUR
COMMUNICATION
FORD BELGIQUE

démarre à 70.000 euros environ.

Un autre segment qui décolle dans les grosses motorisations est celui des voitures «ultra-sportives» comme on les appelle à la Febiac, ces voitures qui paraissent tout droit sorties d'un circuit. Le segment progresse de 78% au premier semestre 2016 et de nombreuses marques s'y engouffrent. Le succès le plus retentissant de ce marché cette année est certainement celui de la Ford Mustang. Jadis, le véhicule n'était disponible que dans un nombre très limité chez nous. Ce n'est désormais plus le cas et les chiffres s'effolent.

Cavalier seul
«C'est une voiture performante, une voiture spéciale qui bénéficie d'une réputation grâce au cinéma et à son histoire de 50 ans. Quand tu roules dans cette voiture, tout le monde

tourne la tête», sourit Jo Declercq, directeur communications de Ford Motor Belgique. 571 Mustang ont été immatriculées sur le premier semestre. De quoi expliquer une bonne partie des 810 voitures ultras sportives vendues en plus au premier semestre 2016. À titre de comparaison, dans le même segment et toujours dans les motorisations au-dessus des 272 chevaux, les pures sportives de Porsche (Cayman, Boxster, 918 et 911) ne totalisent ensemble que 381 véhicules sur ces 6 premiers mois. La Mustang bénéficie certainement pour le moment de sa rareté, même si Ford nous assure que la tendance du premier semestre devrait se poursuivre sur le reste de l'année, au vu des commandes et des ventes.

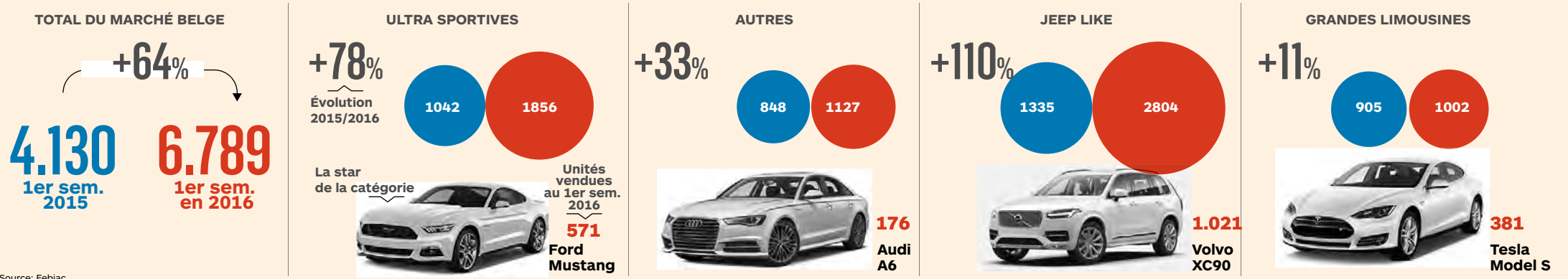
Mais Ford a surtout frappé un grand coup dans le pricing avec des prix qui commencent à 39.000 euros pour la 4 cylindres

dans un segment où les prix commencent en général vers les 70.000 euros.

Le succès de la Mustang et des grosses cylindrées prouve aussi que malgré les taxes élevées pour les véhicules gourmands en performance et en consommation, une clientèle persiste. Fiscalement, ce type de voiture est cher. «C'est pour cela que l'on restait très modeste dans nos attentes», avoue d'ailleurs Jo Declercq.

Et quand on demande à l'association sectorielle ce qui explique un tel succès, surtout avec notre contexte fiscal et notre mobilité toute belge, Joost Kaesemans pointe «l'amour pour les fleurons de l'automobile, l'amour pour des choses exclusives, pour l'orfèvrerie automobile, le travail d'artisans et d'ingénieurs de pointe.» Preuve, s'il en fallait, que le marché automobile de luxe reste avant tout très émotionnel.

LES VÉHICULES DE PLUS DE 200 KW (272CV)



Ahold Delhaize négocie (très) durement avec ses fournisseurs

Ahold et Delhaize ne s'en sont jamais cachés: l'un des intérêts de leur fusion, tenait au pouvoir de négociation que cela leur donnerait face à leurs fournisseurs. Dans L'Echo du 26 juillet dernier, Frans Muller (Delhaize) et Dick Boer (Ahold), l'affirmaient déjà: «Nous allons bien entendu renforcer notre position en tant qu'acheteur, mais c'est ce que nous faisons déjà depuis près de 150 ans.»

D'après les magazines spécialisés Gondola et Distrifood, qui cite des fournisseurs ayant requis l'anonymat, le distributeur aurait justement démarré la révision de ses contrats avec l'ensemble de ses fournisseurs. Officiellement, le but est d'homogénéiser les contrats, mais les négociations seraient plutôt ardues, et les ambitions du groupe, en termes de réductions des prix,

LE RÉSUMÉ

- Ahold Delhaize aurait commencé la renégociation des prix avec ses fournisseurs.
- Les ambitions seraient très élevées, avec notamment une prime d'intégration.
- La renégociation des tarifs serait en outre rétroactive au 1^{er} janvier.

franchement élevées. Sur les trois prochaines années, l'enseigne entend économiser 500 millions d'euros et la part des fournisseurs dans ces économies devrait être significative. À noter aussi que, selon les plans de la direction, 75% des économies à réaliser au niveau des fournisseurs devront venir des Etats-Unis, contre 25% en Europe.

Prime d'intégration et effets rétroactifs au 1^{er} janvier
Selon Distrifood, qui se base sur des déclarations de différents fournisseurs, Ahold Delhaize exigerait un alignement des tarifs d'achat à effet – et c'est là que certains s'étranglent – rétroactif à partir du 1^{er} janvier. Plus encore, Ahold Delhaize exigerait le paiement d'une prime d'intégration et

500 mios€
Sur les trois prochaines années, Ahold Delhaize espère économiser 500 millions d'euros grâce à la fusion via des synergies et une pression sur les prix fournisseurs.

une prime unique pour lisser l'effet du changement de conditions générales sur 2016. Ahold Delhaize ne dément pas la tenue de négociations, mais affirme qu'elles ne concernent qu'un nombre limité de grands fournisseurs internationaux.

Les 100 plus grands fournisseurs uniquement?
Selon nos informations, Ahold Delhaize devrait se limiter à ses cent principaux fournisseurs – souvent des grandes entreprises cotées – et les confrontera aux prix plus élevés facturés en Belgique par rapport aux Pays-Bas. Les plus petits fournisseurs devraient, eux, être relativement épargnés, au moins à court terme. Sans grande surprise, le groupe refuse d'en dire

plus sur la teneur des transactions. Du côté des fournisseurs, la pilule passerait plutôt mal, certains se demandant désormais quel bénéfice ils pourront encore tirer du partenariat avec le nouveau géant de la grande distribution.

Toujours selon Distrifood, les fournisseurs concernés seraient invités à négocier via un rapide webcast, dans lequel apparaissent Wouter Kolk, directeur d'Albert Heijn et Denis Knoops, patron belge de Delhaize. Les fournisseurs s'inquiéteraient aussi de la rapidité avec laquelle ils pourraient bénéficier d'avantages de la fusion en termes de logistique, tandis que certains craignent que le choix de l'anglais comme langue opérationnelle dans le nouveau groupe pose problème à moyen terme en région wallonne.

L'essentiel

Les bénéfices du Bel 20 se sont contractés de 30% au premier semestre

LE RÉSUMÉ MARC COLLET

Près de 60% des entreprises liées au Bel 20 ont vu leurs profits reculer au premier semestre.

Les fluctuations des taux de change, l'érosion des prix ou encore le manque de moral des consommateurs ont le plus souvent été invoqués par les patrons.

Sur le plan des dividendes, de bonnes nouvelles ont été annoncées.

Le millésime 2016 est bien parti pour ne pas compter parmi les meilleurs pour les sociétés liées à l'indice Bel 20. Les résultats que leurs patrons viennent de publier au terme des 6 premiers mois de cette année sont sensiblement en retrait par rapport à ceux engrangés durant la période correspondante de 2015.

A ce jour, 17 sociétés du principal indice de la cote bruxelloise ont déjà communiqué leurs chiffres. Il ressort de ceux-ci que les bénéfices sont en recul de 29%, pour revenir à 7,727 milliards d'euros. Un montant qui, à suivre les notes d'analystes, pourrait monter jusqu'à 8,4 milliards lorsque Ackermans & van Haaren, Elia et surtout Ahold Delhaize publieront vers la fin de ce mois d'août leur bilan semestriel.

Les résultats finaux s'étaient élevés au premier semestre de 2015 à 10,9 milliards d'euros. En tenant compte de ceux qu'avaient publiés l'an passé les trois «retardataires», ce montant monte alors à 11,6 milliards d'euros.

ING, le champion

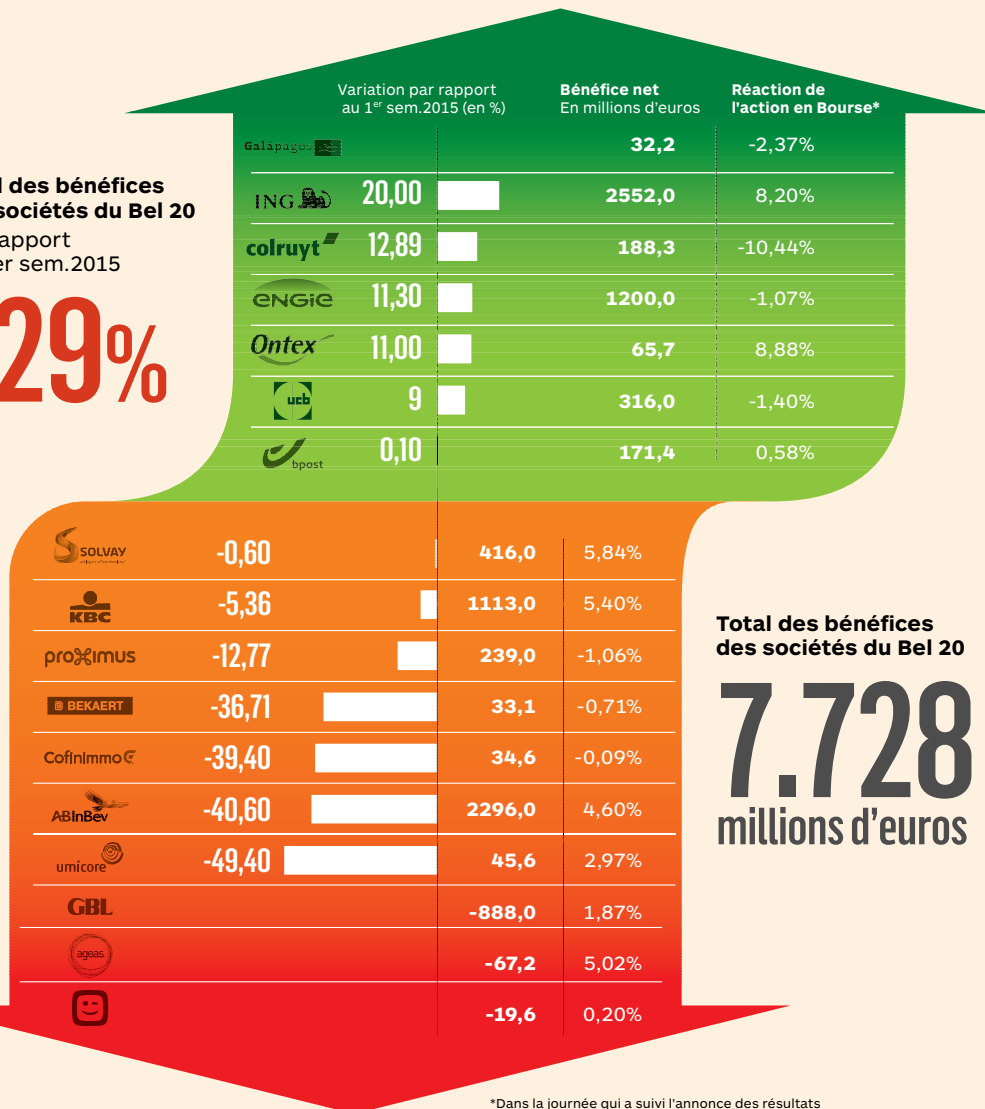
Les sociétés de l'indice Bel 20 à annoncer des résultats en hausse sont moins nombreuses que celles qui ont subi une contraction de leurs performances. Elles sont au nombre de 7 sur les 17 prises en compte (voir infographie).

Le champion dans cette catégorie n'est plus cette fois notre brasseur national mondialement connu, AB InBev. C'est au bancassureur ING que revient ce titre et cela, malgré un environnement de taux bas... Il signe la meilleure progression des résultats, qui sont aussi les plus élevés du Bel 20. Ils grimpent de 20% pour atteindre 2,5 milliards d'euros. Cocorico, dans la branche «retail», ce sont en outre les activités basées en Belgique qui contribuent le mieux à cette performance. Elles ont engrangé un résultat brut de 458 millions d'euros (+ 87%) contre 375 millions (-25%) pour celles aux Pays-Bas.

Loin derrière ING, on trouve l'énergéticien français Engie qui a vu ses résultats en progrès de 11,3%. Ontex a fait part d'une hausse de 11% de ses profits, en dépit de l'extrême prudence qu'avaient affichée ses

Total des bénéfices des sociétés du Bel 20 par rapport au 1er sem. 2015

-29%



dirigeants au moment de la publication du bilan annuel 2015 en mars dernier. Le groupe avait notamment pointé le contexte fort concurrentiel de ses activités qui mettait ses prix sous pression.

Parmi les autres bons élèves, épinglons encore la hausse de 9% des résultats chez UCB et de 12,8% selon des chiffres (nets ajustés) divulgués par Bloomberg chez

Colruyt.

10 entreprises ont vu leurs chiffres virer à la baisse. Parmi elles, il y a Umicore (-49,4%), AB InBev (-40,6%), Cofinimmo (-39,4%) Bekaert (-36,7%) et Proximus (-12,7%) entre autres. Pour 3 sociétés de ce groupe, les résultats ont même basculé dans le rouge. Cela est le cas de GBL, Ageas et Telenet.

Les patrons se justifient

Pour expliquer le repli des résultats finaux, les entreprises ont été nombreuses à pointer les fluctuations de certaines devises internationales. Chez Solvay par exemple, ces variations de changes justifient en partie le repli de 4% du chiffre d'affaires au 2^e trimestre. «La croissance robuste du volume a été plus qu'annihilée au niveau du chiffre d'affaires par des effets des changes défavorables», dit de son côté Bekaert. AB InBev indique que «la croissance interne de l'EBITDA a été plus qu'atténuée par une hausse des résultats financiers nets et des effets de change défavorables».

Le manque de moral des consommateurs est un autre facteur qui a été cité. Notamment chez AB InBev, en faisant allusion en particulier à ceux du Brésil et de la Chine. De même, l'érosion des prix des produits vendus chez Solvay ou encore Bekaert.

À côté de ces éléments, il y en a d'autres, non récurrents ceux-là, comme chez Cofinimmo, Umicore qui a réglé une amende de 69 millions d'euros infligée par l'Autorité française de la concurrence, ou encore la comptabilisation d'une moins-value par GBL sur sa participation dans LafargeHolcim. Telenet vient pour sa part de subir sa première perte semestrielle depuis 2011. Elle fait suite au rachat de Base que le câble-opérateur vient de boucler.

Ce qu'ils ont dit à propos des dividendes

Au chapitre des dividendes, quelques infos ont été lâchées. Cofinimmo confirme ainsi la distribution en 2017 d'un dividende inchangé de 5,50 euros, de même que Proximus (1,50 euro). Chez ING, le dividende intérimaire au titre de l'exercice 2016 reste inchangé à 0,24 euro. Umicore a par contre relevé le sien de 20%, à 0,60 euro. Colruyt avait déjà annoncé en juin une hausse de 12% de son dividende à 1,12 euro. Il sera détaché le 30 septembre.

Engie confirme le paiement d'un acompte sur dividende de 0,50 euro. Enfin, KBC, qui attribuera désormais un dividende intérimaire chaque année, paiera un montant de 1 euro pour l'exercice 2016 le 18 novembre prochain.

Tous les montants cités au titre de dividendes sont bruts et par action.

Brussels Airlines reliera Bruxelles à Bombay



Cette nouvelle liaison – la première en Asie pour Brussels Airlines – devrait créer 200 emplois supplémentaires. © PHOTO NEWS

La compagnie belge reliera la métropole indienne cinq fois par semaine. L'Inde n'était plus desservie à partir de la Belgique depuis mars dernier.

C'était dans l'air du temps depuis des mois. C'est maintenant confirmé. Brussels Airlines reliera dès mars prochain Bruxelles à Mumbai (Bombay). C'est la première fois que la compagnie aérienne belge s'attaque au marché asiatique. La métropole indienne sera reliée cinq fois par semaine à Brussels Airport.

La Belgique n'était plus connectée à l'Inde depuis mars dernier et le départ vers Schiphol (Amsterdam) de la compagnie Jet

Airways. La vente des billets débutera en septembre.

L'Inde est un important partenaire commercial de la Belgique et attire de nombreux touristes, rappelle Brussels Airlines. «La demande pour des vols directs au niveau du transport de passagers et de fret est importante. En termes de nombre de passagers, Mumbai représente, avec ses plus de 50.000 passagers par an, la troisième plus importante destination intercontinentale au départ de la Belgique. En plus, avec cette nouvelle liaison, nous offrons à nos passagers de parfaites correspondances entre Mumbai et le reste de l'Europe via Bruxelles», explique la compagnie aérienne.

Cette nouvelle route va créer plus de 200 emplois supplémentaires au sein de Brussels

«C'était cela ou une nouvelle destination en Afrique.»

PORTE-PAROLE
BRUSSELS AIRLINES

Airlines, assure son CEO Bernard Gustin (lire son interview dans L'Echo de samedi).

Grâce à une collaboration avec Air India, les passagers de la compagnie belge pourront prendre des vols domestiques vers d'autres métropoles et régions indiennes.

Lorsqu'elle était encore présente à Brussels Airport, Jet Airways assurait des vols vers Mumbai et New Delhi. Brussels Airlines ne prévoit cependant pas de rallier cette dernière destination pour le moment. Les deux pistes ont été étudiées, explique un porte-parole, mais il est rapidement apparu que Mumbai constituait la meilleure option en raison de l'activité économique de la métropole indienne. «C'était cela ou une nouvelle destination en Afrique», résume-t-il.

MÉDIA

Arianna Huffington quitte le Huffington Post

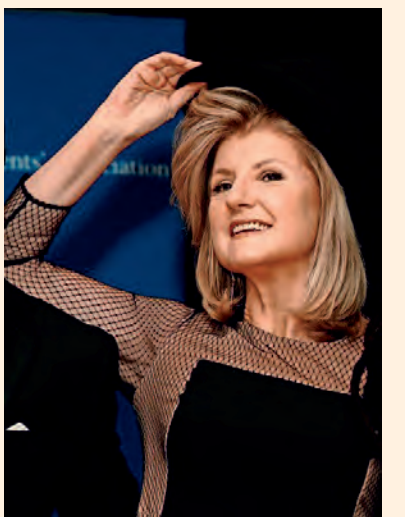
À 66 ans, Arianna Huffington va quitter le Huffington Post, site d'information qu'elle a cofondé en 2005, pour se concentrer sur le développement d'une start-up dans le domaine de la santé et du bien-être.

«Je pensais que le HuffPost serait mon dernier acte. Mais j'ai décidé de démissionner du poste de directrice de la rédaction du HuffPost pour diriger mon nouveau projet, Thrive Global», écrit-elle sur Twitter.

Le Huffington Post appartient depuis le printemps au groupe de communications Verizon via le rachat d'AOL, qui avait fait l'acquisition du site en février 2011 pour 315 millions de dollars.

Un comité éditorial par intérim a été mis en place dans l'attente de la nomination d'un nouveau rédacteur en chef.

© REUTERS



«Les conducteurs ne brûlent pas les feux rouges délibérément»



Malaise à la SNCB. Le préavis des conducteurs de trains est passé d'un mois à un an. © BELGAMIMAGE

ANAÏS SORÉE

Hier, Jorge Vanhove a affirmé au journal Het Nieuwsblad que «certains conducteurs actuellement en préavis à la SNCB dépassent sciemment un feu rouge pour être licenciés et ainsi pouvoir travailler pour la concurrence». Olivier Jardez, porte-parole du syndicat autonome des conducteurs de train (SACT) déplore cette sortie qui émane «de l'un de nos membres mais ne représente pas du tout notre point de vue. Il a parlé à titre personnel. Peut-être qu'il envisage de brûler un signal d'arrêt pour se faire licencier. Mais nous condamnons cet acte», déclare-t-il.

Il explique qu'agir de la sorte se-rait un très mauvais calcul pour le conducteur. «Si un conducteur franchit un signal d'arrêt, il perd son attestation de conduite. Donc, il n'est pas directe-ment employable pour son nouvel em-ployeur». Il tient aussi à relativiser et peut-être aussi à rassurer. «Je n'ai ja-

LE RÉSUMÉ

Un membre du Syndicat autonome des conducteurs de train (SACT) a affirmé que certains conducteurs de la SNCB brûlaient des feux rouges pour pouvoir se faire virer et aller travailler à la concurrence.

Le porte-parole du SACT déplore ces propos et condamne de tels actes. Il ne cache toutefois pas qu'un malaise existe à la SNCB depuis que le préavis des conducteurs est passé d'un mois à un an.

mais entendu un conducteur me dire de vive voix qu'il allait brûler expressément un signal d'arrêt pour se faire li-cencier». Mais il concède qu'il y a un malaise à la SNCB. «Si les conducteurs veulent partir, c'est parce qu'ils ne sont pas bien. Les horaires de travail sont dif-ficiles voire insoutenables. Par rapport à l'hygiène de vie que le travail impose, un conducteur ne gagne pas bien. Un accompagnateur de train gagne la même chose alors qu'il n'a pas les mêmes responsabilités. Il y a une cer-taine forme d'injustice», dit-il.

C'est ce qui explique pourquoi le métier est en pénurie. Les jeunes ne sont pas attirés par ce travail. «Ils es-saient un an puis ils changent. Ils par-tent à la concurrence. Depuis que le marché du transport de marchandises s'est libéralisé, il y a plus de concur-rence. Et dans ce secteur, les horaires de travail sont moins contraignants, le sa-laire est plus élevé et les conducteurs ont aussi une voiture de société».

Voilà donc les raisons de la fuite des conducteurs de la SNCB. Mais sur ce point-là aussi, Olivier Jardez relati-vise. «Il y a moins de trains de marchan-dises qui roulent donc on ne va pas voir les 4.000 conducteurs de la SNCB pren-dre la fuite d'un coup. Mais imaginez quelle sera la situation si le transport de personne se libéralise?»

Coût de la formation

Il estime que la SNCB fait fausse route. «Elle a prolongé le préavis des conducteurs qui travaillent à la SNCB depuis moins de dix ans d'un mois à un an. Seuls les conducteurs sont concernés par ce changement de règlement. Encore une injustice. Et puis, pourquoi vouloir retenir les conducteurs qui veulent par-tir? Parce que leur formation a coûté cher à la SNCB (45.000 euros)? Je peux l'entendre mais alors qu'elle réfléchisse à une clause qui stipulerait qu'une partie de ce coût soit pris en charge par le nou-vel employeur», propose-t-il.

Un jeune Belge sur cinq n'a ni emploi ni formation

Pas moins de 17,5% des Belges âgés de 20 à 24 ans n'ont pas d'emploi et ne suivent aucune formation (NEET), un niveau su-périeur à la plupart des pays voi-sins.

VINCENT GEORIS

Les jeunes n'exerçant ni emploi et ne suivant aucune formation, appelés NEET («Not in Education, Employ-ment or Training»), sont de plus en plus nombreux en Europe. C'est ce qui ressort d'une étude publiée hier par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Le passage du monde de l'éduca-tion à celui de l'emploi a lieu entre l'âge de 15 et de 19 ans, fait observer Eurostat.

L'Union européenne compte en-viron 90 millions de personnes de cette catégorie d'âge. Leurs situa-tions sont très diverses, et leur par-ticipation au marché du travail et aux études varie d'un État européen à l'autre.

L'an dernier, la majorité des jeunes de la catégorie des 15 à 19 ans était scolarisée.

Par contre, pour les 20-24 ans, c'est l'inverse. La proportion de NEET, qui s'est établie en 2015 à 6,3% pour la tranche des 15-19 ans, triple quasi-ment parmi les 20-24 ans pour s'éle-ver à 17,3% et atteint presque un jeune sur cinq (19,7%) âgés de 25 à 29 ans.

La Belgique est légèrement au-dessus de cette moyenne (17,5% pour les 20-24 ans en 2015 contre 16,3% en 2006).

Notre pays est nettement moins performant que la plupart de ses voisins. Le taux de NEET aux Pays-

Bas est de 7,2%. En Allemagne, il at-teint 9,3% et au Luxembourg 8,8%. Par contre en France, il est de 18,1%.

La plupart des pays du sud de l'Europe sont au bas du tableau. La Grèce et l'Italie affichent respectivement 26,1% et 31,1% de NEET dans la catégorie d'âge 20-24 ans.

En dix ans, la proportion de NEET a baissé dans dix pays européens, dont l'Allemagne, la Suède, la Bulgarie et la Pologne. Dans les dix-huit autres États, la situation s'est dété-riorée (Croatie, Danemark, Italie, Grèce, Roumanie).

Un jeune sur deux étudie

De nombreux jeunes entre 20 et 24 ans poursuivent leurs études. En Bel-gique, ils étaient 35,2% en 2006, contre 42,3% en 2015. Cette moyenne est supérieure au niveau européen (33%).

Plus d'un tiers des Belges entre 20 et 24 ans a un emploi (35%).

JEUNES ÂGÉS DE 20 À 24 ANS SANS EMPLOI ET NE SUIVANT NI ÉTUDES NI FORMATION	
en pourcentage du total	
Grèce	26,1
France	18,1
Pologne	17,6
Belgique	17,5
UE	17,3
Royaume-Uni	15,0
Allemagne	9,3
Pays-Bas	7,2
Islande	5,5

Source : Eurostat

Toujours pas de reconnaissance pour les psychomotriciens

MATHILDE RIDOLE (ST.)

La Fédération des étudiants franco-phones (FEF) a adressé une mise en demeure à la ministre fédérale de la Santé Maggie de Block (Open Vld). La FEF, soutenue par l'Union profes-sionnelle belge des psychomotri-ciens francophones (UPBPF) re-proche à la ministre de ne pas avoir pris de décision concernant la re-connaissance du métier de psycho-motricien et souhaite qu'elle se po-sitionne aujourd'hui au plus tard. Cette dernière avait indiqué le 23 juin devant la Chambre qu'elle at-tendait de recevoir l'avis validé du Conseil national des professions pa-ramédicales (CNPP) pour se décider. Le Conseil a jugé que le métier de psychomotricien ne pouvait être ajouté à la liste des professions pa-ramédicales car les actes des psycho-motriciens ressortent d'autres pro-fessions ou spécialisations.

Mais Maggie de Block attend tou-jours l'avis validé du Conseil, ce qui

laisse les personnes concernées «dans une incertitude inacceptable» se-lon la FEF. Si la ministre ne répond pas, les deux organisations passe-ront à l'action. «Nous n'en resterons pas là, nous avons rendez-vous la se-maine prochaine avec notre avocat pour trouver les meilleures options et mener des actions au niveau européen» déclare Maxime Mori, membre de la FEF. Le CNPP considère les psychomo-triciens comme auteurs de l'exercice il-légal d'une profession paramédicale, cela voudrait dire que la pratique du métier serait répréhensible, alors qu'en 2013, le CNPP avait rendu un avis considérant la pratique comme multi-disciplinaire» et recommandait même à l'ancienne ministre de la santé, non pas de créer une nouvelle profession, mais une qualification professionnelle particulière.

La formation, dont la profession est reconnue dans d'autres pays eu-ropeens comme la France, compte en Belgique un millier d'étudiants et 300 diplômés.

Raoul Hedebouw provoque un tollé sur l'affaire Dutroux

Le leader du PTB Raoul Hedebouw a suscité une grosse polémique hier. Interrogé par «Le Monde», le député de gauche radicale a jugé que l'affaire Dutroux, qui a éclaté il y a tout juste 20 ans, était une «affaire de classe». Et d'ajouter: «Si c'étaient des enfants de richards, on les aurait cherchés.»

Raoul Hedebouw était interrogé par «Le Monde» sur les liens de son parti avec Christian Panier, ancien magistrat et candidat PTB en 2012. Ce dernier héberge Michelle Martin, l'ex-femme de Dutroux.

Les propos de Raoul Hedebouw ont suscité une levée de boucliers sur les réseaux sociaux. De nom-breux internautes et des adversaires politiques ont dénoncé sa «démagogie», son «indécence» ou encore son «populisme».



© DOC

«L'affaire Dutroux est avant tout une affaire de classe: si c'étaient des enfants de richards, on les aurait cherchés.»

RAOUL HEDEBOUW
DÉPUTÉ PTB

L'Open Vld veut remettre à jour la liste des métiers échappant à la règle des 38 heures

L'Open Vld veut revoir la liste des professions échappant à la règle des 38h. Le parti libéral essaye d'imposer sa touche dans le projet de loi sur le travail faisable de Peeters.

NATHALIE BAMPIS

Depuis qu'il a été déposé sur la table à la mi-juillet, l'avant-projet de loi sur le travail faisable du ministre fé-déral de l'emploi, le CD&V Kris Pee-ters, est devenu la cible des critiques de la N-VA et l'Open Vld, l'un trou-vant le texte trop «mou» à son goût, le second craignant pour sa mise en œuvre pratique.

Craintes partagées aussi par la Fédération des entreprises de Belgique. Bart Buysse, le directeur de la FEB, craint des «complications administratives» notamment avec le spectre du retour de la pointeuse (pour calculer les heures supplé-mentaires) – «alors qu'on est en train de la faire disparaître dans le secteur public», dit-il – et le système d'an-nualisation du temps de travail.

La FEB redoute aussi une hausse des coûts, étant donné que les heures supplémentaires seront gra-tifiées d'un sursalaire lorsque l'on preste plus de 9h par jour et 40h par semaine. «L'intention initiale de l'an-nualisation était de permettre par exemple de travailler plus à certaines

périodes et moins d'autres, mais de payer le même salaire sur la période complète d'un an, calculé sur un temps de travail moyen de 38 heures», dit le responsable de la FEB.

Mais critiquer n'est pas tout. En-trant de plain-pied dans le débat, le député Open Vld Egbert Lachaert a formulé hier certaines propositions afin de faire avancer le débat et rec-tifier le tir.

Annualisation en cause

Ce qui pose problème aux libéraux flamands, c'est le système d'annua-lisation du temps de travail. Le pro-jet prévoit de garder la semaine de 38h/semaine en moyenne annuelle, avec des possibilités de dépasser, ou de lever le pied, suivant les rythmes de production ou les besoins de l'employeur. Elle concernerait tous les secteurs, mais le nombre impor-tant de conditions à remplir fait craindre au député Egbert Lachaert que le projet rate sa cible.

Pour réaliser cette annulation, il faudra aussi changer la législation sociale. Actuellement, elle prévoit une liste de professions pour les-quelles le calcul du nombre d'heures prestées ne compte pas.

L'Open Vld suggère que l'on liste clairement les professions qui se-raient concernées par l'annualisa-tion du temps de travail. Et que d'au-tre part, on maintienne une liste des

La législation sociale prévoit une liste de professions pour lesquelles le calcul du nombre d'heures prestées ne compte pas.

PERLES DU TOURISME
4/5



Toute cette semaine, L'Echo est parti à la découverte d'activités et de lieux touristiques méconnus et originaux en Wallonie et à Bruxelles.

La vie au temps gallo-romain à Aubechies

Jules, l'avant-dernier de la famille, rêve de voir des vrais gladiateurs? Sa grande sœur Aurélie apprendrait bien à se coiffer comme une jeune fille de l'époque? Quant à Arthur, il se demande à quoi ressemblaient les maisons du temps des Gaulois? L'Archéosite d'Aubechies, à une dizaine de kilomètres d'Ath, leur permettra de réaliser leur rêve, et de découvrir la vie au temps du néolithique, jusqu'à l'époque gallo-romaine.

Arpenter le site d'Aubechies, c'est mettre le pied dans une machine à remonter le temps, et parcourir en quelques heures près de 5.000 ans d'histoire. Le site, qui accueille aussi bien des familles que des écoles ou des historiens et archéologues, couvre la période allant de -5.000 avant JC à 200 après JC. Dès l'entrée, le ton est donné. Un petit chemin boisé nous mène jusqu'à la reconstitution d'un village où le temps se bouscule. Un habitat du néolithique ancien côtoie des habitats de l'Âge du bronze, du fer et une petite maison gauloise. Autant d'habitats reconstitués mais totalement fonc-

tionnels et «full-équipés». «*Durant le week-end d'archéologie expérimentale, j'ai déjà dormi dans cette maison gauloise*, nous confie Nathalie Bozet, assistante de direction du site. *C'est très confortable!*»

Tous les dimanches (d'avril à octobre), le village s'anime. Une équipe d'une vingtaine d'artisans bénévoles vient faire découvrir les techniques de l'époque, du travail du bronze et du fer à la poterie en passant par la boulangerie, le fumage de la viande, ou le tissage. Le reste du temps, des animateurs se mettent au service des groupes (souvent scolaires).

En ressortant du village, nous jetons un coup d'œil au chaland gallo-romain (l'ancêtre de la péniche) amarré au ponton du lac qui borde le site.

Puis, on franchit l'an zéro. Le changement de style est radical. Devant nous, au milieu d'un joli jardin fleuri, se dresse la reconstitution d'une somptueuse villa gallo-romaine du II^e siècle. De l'autre côté d'une vaste plaine, on retrouve un temple, le sanctuaire de Blicquy, lui aussi reconstitué. Le 4 septem-



Un habitat du néolithique ancien. © OLIVIER POLET

bre prochain, certains fans d'histoire s'y marieront «à la romaine»...

Le site d'Aubechies a en effet son petit calendrier de week-end et festivités: les feux de Beltaine, le dernier week-end de juin, et surtout le week-end d'archéologie expérimentale, les 27 et 28 août. Près de 400 passionnés se rejoindront sur

le site, où l'on pourra assister à des reconstitutions de manœuvres de l'armée romaine, des combats de gladiateurs,...

Un musée abritant des pièces rares découvertes dans la région complète l'ensemble du site. **N.B.**

► www.archeosite.be



© OLIVIER POLET

Le temple gallo-romain reconstitué du sanctuaire de Blicquy.

PUBLICITÉ

Olá Rio 2016!

SILVER & COPPER

GET READY
POUR ÊTRE LE PREMIER
DON'T STOP 'TIL
YOU GET ENOUGH.

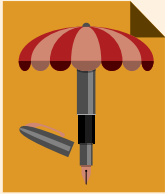
Du 5 au 21 août, les plus grands athlètes du monde entier s'affrontent aux Jeux Olympiques au Brésil. Et la Belgique n'est pas en reste, avec déjà plusieurs médailles à son palmarès. Suivez les infos sportives tout au long de la journée et soutenons ensemble nos sportifs nationaux à l'écoute de Nostalgie.

RARE EARTH - GET READY - 1969 - RARE EARTH /
JEAN-JACQUES GOLDMAN - ÊTRE LE PREMIER - 1982 - EPIC
/ MICHAEL JACKSON - DON'T STOP 'TIL YOU GET ENOUGH - 1979 - EPIC

RETROUVEZ TOUT L'UNIVERS DE NOSTALGIE ET NOS WEBRADIOS SUR
NOSTALGIE.BE, NOTRE APPLICATION MOBILE OU NOTRE PAGE FACEBOOK

NOSTALGIE
UNE FURIEUSE ENVIE DE CHANTER

Di Rupo rêve
d'un tour du monde



SÉRIE D'ÉTÉ
LES VACANCES
DES POLITIQUES

Nos politiques sont (presque) tous partis en vacances. Nous ne leur avons pas demandé leur destination, mais plutôt leur meilleur souvenir, où ils ne sont jamais partis, et où ils rêveraient de partir. Aujourd'hui, c'est au tour du socialiste Elio Di Rupo.

Quel est l'endroit où vous rêveriez d'aller ou l'activité que vous rêveriez de faire?

Il y a tant d'endroits extraordinaires à visiter que, lorsque j'en aurai le temps, j'aimerais effectuer un voyage autour du monde. Par ailleurs, j'aimerais apprendre à jouer

du piano, c'est vraiment un instrument magnifique.

Quel est votre meilleur souvenir de vacances?

Les vacances sont toujours exceptionnelles quand on a la chance de les passer avec la personne que l'on aime...

Et le pire?

Août 1996, quand on a découvert les corps sans vie des enfants enlevés par Dutroux. Jusqu'au bout, on gardait espoir et la réalité de l'horreur était indescriptible.



Elio Di Rupo. © FRANCE DUBOIS

SOCIAL

Le nombre de
malades longue
durée en hausse

Fin 2015, 370.408 personnes étaient sous le statut d'invalides, c'est-à-dire en incapacité de travail depuis plus d'un an, ressort-il des chiffres du bilan annuel 2015 de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, l'Inami. Le nombre de malades longue durée ne cesse d'augmenter ces dernières années. En 2014, il était encore de 343.926. En moyenne, les ouvriers sont en invalidité à l'âge de 45,42 ans, les employés à 45,06 ans et les indépendants à 50,84 ans.

MOBILITÉ

À Bruxelles,
les travaux de l'été
sont en bonne voie

Les travaux planifiés pendant l'été n'accusent pas de retard à ce stade, a annoncé jeudi une porte-parole de Bruxelles-Mobilité. Seul le tunnel Montgomery a pour l'instant dérogé aux calendriers définis initialement. Sa réouverture prévue en novembre a été repoussée à mi-décembre. Une dalle à hauteur de l'avenue Henri Dietrich, qui s'est révélée défectueuse après analyses, devra également être remplacée.

Berlin dégainne son arsenal sécuritaire

Déchéance de nationalité pour les djihadistes binationaux, accélération des procédures d'expulsion et répression de toute expression de sympathie pour le terrorisme. Voilà le cocktail de mesures annoncées par le ministre allemand de l'Intérieur, en réaction aux attaques qui ont frappé le pays le mois passé.

FRÉDÉRIC THERIN
À MUNICH

Le programme est nettement moins ambitieux que certains auraient pu le croire. Le ministre fédéral de l'Intérieur, Thomas de Maizière, a annoncé hier son intention de durcir la législation antiterroriste.

Quelque 3.250 policiers vont être recrutés dans un avenir proche et des caméras de surveillance supplémentaires vont être installées dans les lieux publics. Des informaticiens vont aussi être embauchés afin de mieux lutter contre le «darknet», ce réseau de sites cachés sur la Toile qui aurait permis à l'auteur de l'attentat de Munich d'acheter l'arme avec laquelle il a abattu neuf personnes avant de se donner la mort, le 22 juillet dernier. Les policiers pourront également lancer des enquêtes sur des mineurs âgés de quatorze ans. La législation devrait quant à elle être modifiée afin que «l'apologie du terrorisme» devienne une infraction pénale. *«Les Allemands qui participent aux combats à l'étranger pour une milice terroriste et qui possèdent une autre nationalité doivent à l'avenir perdre leur nationalité allemande»*, a expliqué Thomas de Maizière. Le ministre de l'Intérieur sou-

«Les Allemands qui participent aux combats à l'étranger pour une milice terroriste et qui possèdent une autre nationalité doivent à l'avenir perdre leur nationalité allemande.»

THOMAS DE MAIZIÈRE
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

haïte en outre accélérer le processus d'expulsion pour les demandeurs d'asile qui auraient utilisé de fausses identités. Les migrants qui ont commis des crimes ou représentent un danger pour la communauté pourraient par ailleurs être plus rapidement incarcérés avant d'être renvoyés dans leur pays d'origine.

Thomas de Maizière a aussi révélé qu'il allait rencontrer des re-



Les effectifs policiers allemands vont être renforcés. © REUTERS

présentants des médecins pour trouver une solution visant à permettre aux professionnels de la santé d'alerter la police au cas où un de leurs patients s'approprierait à commettre un attentat. Récemment, trois drames impliquant des personnes suivies pour des troubles psychiatriques ont frappé l'Allemagne. Le demandeur d'asile qui s'est tué et a blessé quinze passants au mois de juillet en faisant explo-

ser une bombe artisanale près d'un festival de musique à Ansbach était connu des médecins, tout comme l'auteur de la tuerie de Munich et le copilote de Germanwings qui a volontairement précipité, le 24 mars 2015, un Airbus A320 avec 150 personnes à bord.

Pas d'interdiction de la burqa
Thomas de Maizière ne souhaite

toutefois pas interdire le port du voile intégral (burqa), une mesure souhaitée par les ministres de l'Intérieur des Etats-régions issus du parti conservateur CDU et de sa branche bavaroise CSU, qui vont se réunir la semaine prochaine pour mettre en place de nouvelles mesures de lutte contre le terrorisme.

Le ministre fédéral, qui appartient pourtant à l'Union chrétienne-démocrate, s'oppose égale-

ment à la proposition des élus de son parti qui souhaiteraient l'abandon de la double nationalité pour les personnes possédant un passeport allemand. *«Vous ne pouvez pas interdire tout ce que vous rejetez»*, a résumé ce proche conseiller d'Angela Merkel. Ce débat plutôt vif entre conservateurs risque encore de s'enflammer à l'approche des élections fédérales prévues l'année prochaine...

Lourds soupçons d'une attaque chimique à Alep

La bataille d'Alep, dans le nord de la Syrie, continuait à faire rage hier, malgré l'annonce par la Russie d'une trêve humanitaire. L'ONU craint l'utilisation d'armes chimiques.

Une pause de trois heures dans les combats entre les rebelles et les forces gouvernementales pour le contrôle d'Alep devait avoir lieu chaque jour à partir de 10h pour permettre l'acheminement d'aide humanitaire à la population, avait annoncé mercredi la Russie. Mais les affrontements se sont poursuivis.

«Aujourd'hui, depuis ce matin, il y a eu une tentative (des troupes gouvernementales) d'avancer vers la zone de Ramoussah», a indiqué un porte-parole du groupe rebelle Djaïch al Nasr, Mohammed Rachid. «Il y a eu une importante intensification des frappes des avions militaires russes».

Un témoin à la limite entre les quartiers est, contrôlé par les rebelles, et la zone ouest, administrée par le gouvernement, a dit avoir entendu des combats après 10h30.

Peu après dans la journée, la Russie s'est dite prête à discuter d'un allongement de la «pause humanitaire». L'ONU réclame une trêve de 48 heures pour réacheminer de l'aide.

Par ailleurs, l'ONU soupçonne l'utilisation d'armes chimiques à

Alep. «De nombreux éléments probants» laissent penser qu'une attaque chimique a eu lieu en Syrie, a dit l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura hier à Genève. «Si l'attaque chimique qui a fait quatre tués dans cette ville est vérifiée, elle constitue un crime de guerre».

La bataille d'Alep est cruciale pour le régime, comme pour les rebelles. Elle risque de se transformer en guerre d'usure où aucun des deux belligérants ne l'emportera. Avec, en otage, 1,5 million de personnes piégées dans la ville.

Le principal adversaire des forces gouvernementales de Bachar el-Assad est la coalition Jaïch al-Fateh, composée d'une dizaine de factions djihadistes et rebelles soutenues par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Cette coalition est composée d'environ quarante mille hommes. Elle possède des chars et une artillerie. Pour eux, Alep est la base pour la conquête du pouvoir en Syrie.

En face, le régime, soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais, présente quarante mille hommes, des chars et le soutien de la puissante aviation russe. Pour Bachar el-Assad, reprendre Alep le placerait dans une dynamique de reconquête du pays.

V.G., AVEC RTRS



Des civils respirant via des masques à l'hôpital d'al-Quds, après qu'un gaz, qui pourrait être du chlore, a été lancé sous forme de bombe près d'Alep. © REUTERS

Ce samedi dans L'Echo week-end



« Dans le climat actuel, nous n'avons jamais l'esprit vraiment en vacances »

À la veille de son congé, le premier policier du Royaume, Jan Jambon, fait le point après l'attaque de Charleroi.

« Brussels Airlines a gardé ses atouts d'avant le 22 mars »

Pour Bernard Gustin, le CEO de la compagnie nationale, « la reprise du trafic d'affaires à la rentrée sera décisive ».

Mode, c'est toujours plus belge

Raf Simons a rejoint Calvin Klein, et d'autres étoiles belges dans le firmament de la mode mondiale.

Mon Argent

e-Santé

Les apps, c'est bon pour la santé.



Des migrants, notamment syriens, se reposaient près de la gare principale de bus à Istanbul, en septembre 2015. © REUTERS



La Turquie accueille près de 3 millions de réfugiés. 10% vivent dans des camps, les autres sont livrés à eux-mêmes, en partie dans les grandes villes.

L'accueil des Syriens en Turquie, un équilibre fragile

CAMILLE LAFRANCE
À ISTANBUL

Venu de Damas il y a trois ans, Mahmoud a appris le turc pour pouvoir s'adapter et changer le regard des habitants du quartier: «Ça me pesait qu'on me voie exclusivement comme un migrant, j'essaie d'être perçu comme un individu, de faire partie de la communauté et ça marche!», s'enthousiasme-t-il. Le jeune homme fait partie des sept Syriens devenus traducteurs arabe-turc pour l'association Multecider. Créée en 2013 au sein de la municipalité de Sultanbeyli sur la rive asiatique d'Istanbul, elle vient en aide aux migrants syriens arrivés en masse depuis le début de la guerre dans leur pays. Ils sont désormais environ 18.000 à résider dans ce faubourg de près de 300.000 habitants.

Entre deux traductions à l'hôpital de l'association, Mahmoud aide des compatriotes à remplir des demandes de permis de travail sur un coin de table. L'accès à l'emploi a théoriquement été accordé aux Syriens depuis janvier, mais seuls quelques milliers en auraient bénéficié. Sous le regard des responsables de la municipalité, les dix docteurs syriens et irakiens du centre médical louent unanimement leurs conditions de vie et assurent que leurs familles se plaisent en Turquie.

Transit
«Le quartier est assez pauvre, il représente depuis longtemps une étape de transit même pour les migrants internes comme les Kurdes vers les zones plus aisées d'Istanbul, les réfugiés syriens font pareil», explique Rukiye Güler, fonctionnaire en charge de Multecider. La municipalité contrôlée par l'AKP – parti islamo-conservateur au pouvoir – a mené ce projet avec

l'appui d'ONG et associations turques et internationales car elle ne pouvait pas venir directement en aide à ces nouveaux migrants, faute de budget. Il s'agissait également de mieux coordonner l'action «car chacun agissait dans son coin». Fours, couvertures, nourriture, chaussures: un logiciel informatique permet désormais de répartir intelligemment les dons.

Le projet prend de l'ampleur depuis l'ouverture récente d'un centre de coordination de 4.800 m². L'imposant bâtiment de huit étages s'apprête à accueillir l'hôpital mais aussi des associations, des activités cultu-

«Une grande partie des Syriens vont décider de rester ici. Si on ne les soutient pas, des ghettos se créeront.»

RUKIYE GÜLER
FONCTIONNAIRE
EN CHARGE DE MULTECIDER

relles, une crèche, ainsi que des cours de turc. 27 professeurs ont déjà été formés à cet effet. Jusqu'à présent, 500 enfants ont par ailleurs intégré les écoles turques du quartier, 1.200 autres étudient le curriculum syrien dans un établissement spécialisé.

La municipalité reconnaît quelques tensions sporadiques avec la population locale comme des augmentations de loyers pour les Syriens de la part de propriétaires profiteurs ou des craintes qu'ils ne «volent» les emplois, mais elle assure que la solidarité prime. «Notre principale préoccupation est ce qui se passera dans dix ans car on sait que la

guerre ne prendra pas fin rapidement et qu'une grande partie des Syriens vont décider de rester ici. Si on ne les soutient pas, des ghettos se créeront. C'est ce que nous voulons empêcher», poursuit Rukiye Güler. Elle espère que l'initiative pourra inspirer d'autres quartiers.

Si la Turquie se montre bien plus accueillante que les pays européens, les Turcs n'ont pas tous réagi favorablement à l'afflux des Syriens. Plusieurs attaques ont été recensées ces dernières années. En juillet, un Syrien a été tué dans une rixe à Beysehir dans le centre du pays. L'organisation Human Rights Watch a, elle, accusé l'armée turque de tirer à balles réelles sur des migrants syriens à la frontière, tandis qu'Amnesty affirme que le pays n'est pas sûr et qu'il a reconduit illégalement des Syriens dans leur pays.

Pourtant, en plein ramadan, le président Recep Tayyip Erdogan envisageait d'accorder la citoyenneté aux Syriens (qui bénéficient actuellement d'un statut d'invités et non pas de réfugiés). En réponse, une campagne virulente lancée sur Twitter sous le mot-clé #ülkemdesuriyeliistemiyor, «je ne veux pas de Syriens dans mon pays» a révélé l'inquiétude d'une partie de la population.

Si certains Turcs ont appris à revoir leurs préjugés au contact des Syriens, les réticences persistent, estime Leyla Akka, psychologue et directrice de la fondation Maya Vakfi, qui vient en aide aux migrants victimes de traumatisme. «L'intégration est une affaire de long terme, souligne-t-elle. Ces familles ont besoin d'aide, mais les Turcs aussi. On leur a dit que les Syriens étaient des invités qui rentreraient chez eux, c'était difficilement concevable de penser que l'afflux de migrants atteindrait ces proportions et que le pays devrait accueillir 3 millions de réfugiés. Il y a un manque de communication entre les actions du gouvernement et la conception du public, c'est cela qui crée de l'intolérance.»

Entre Ankara et l'UE, des négociations en trompe-l'œil

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a évoqué le rétablissement de la peine de mort, abolie en 2004, après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet dernier. Une ligne rouge pour l'Union européenne. Cette annonce pourrait remettre en cause la candidature d'adhésion de la Turquie, a prévenu Federica Mogherini, coordinatrice de l'action extérieure de l'UE. Les négociations ouvertes en 2005 avaient pourtant officiellement repris à la suite de l'accord bilatéral sur les migrants conclu en mars.

L'entrée en vigueur de l'état d'urgence et l'arrestation ou la suspension de plus de 60.000 fonctionnaires alimentent aussi les tensions. L'UE a appelé les autorités turques à respecter l'Etat de droit, les droits de l'homme et libertés fondamentales «y compris le droit à un procès équitable».

Ce tournant ne remet pas pour autant en question les maigres perspectives d'adhésion. «Les négociations sont devenues le cœur de la relation Turquie Europe mais nous ne nous trouvons absolument pas dans un processus qui pourrait aboutir à une adhésion», précise Claire Visier, maître de conférence en sciences politiques rattachée à l'université Galatasaray d'Istanbul. C'est plutôt le reflet d'une alliance de circonstance, une monnaie d'échange demandée par la Turquie, qui y trouve notamment une reconnaissance internationale.»

Jusqu'à présent, elles ont d'ailleurs peu avancé. Seul un des 16 chapitres ouverts a été clôturé. Certains restent gelés pour cause de non-reconnaissance par la Turquie de la république chypriote au sud de l'île, membre de l'UE.

«Le problème c'est qu'on a tendance à ne voir l'adhésion qu'en termes démocratiques, or c'est d'abord une mise aux normes libérale, dans le

sens économique et politique», estime Claire Visier.

Sur ce point, la Turquie fait déjà partie de l'union douanière et de nombreux programmes européens comme l'Erasmus. «C'est en quelque sorte un partenariat privilégié», poursuit la chercheuse.

Mais la question des droits de l'homme reste cruciale pour Andrew Gardner, responsable d'Amnesty International. Les négociations ont permis des améliorations entre 2003 et 2005, assure-t-il, avant une détérioration. Il dénonce le «silence» et «l'aveuglement» de l'UE sur les abus qui ont cours dans le pays, sous prétexte d'accord sur les migrants.

C'est dans le cadre de cet accord qu'une exemption de visas pour les Turcs vers l'UE avait d'ailleurs été promise, mais cette perspective

«Nous ne nous trouvons absolument pas dans un processus qui pourrait aboutir à une adhésion.»

CLAIRE VISIER
POLITOLOGUE À L'UNIVERSITÉ DE GALATASARAY, ISTANBUL

s'éloigne également. Elle est en effet conditionnée entre autres à la révision de la loi antiterroriste. Le texte aux contours flous sert aussi à poursuivre des opposants, activistes ou journalistes. Mais les autorités turques ont clairement affirmé qu'elles ne le modifieraient pas. «C'est surtout une façon de botter en touche pour les Européens qui savent très bien que, dans le contexte actuel, la Turquie ne va pas réviser cette loi», estime Claire Visier. **C.L.**

UKRAINE EXPLOSION DANS UNE CENTRALE EN CHINE UNION EUROPÉENNE WIKILEAKS ÉTATS-UNIS

Kiev place ses troupes en alerte près de la Crimée

L'Ukraine a placé ses troupes en état d'alerte le long de la ligne de démarcation de la Crimée, à la suite d'un brusque regain de tensions avec la Russie qui a affirmé avoir déjoué des «attentats» fomentés par Kiev sur la péninsule annexée. Les accusations russes ont poussé les deux pays à muscler leurs dispositifs militaires respectifs dans la zone, au risque de faire dérailler les efforts de résolution pacifique de la crise ukrainienne. Un responsable de l'Otan a déclaré que l'Alliance suivait «de près et avec inquiétude» la situation.



Une explosion jeudi dans une centrale à charbon du centre de la Chine (Dangyang) a fait au moins 21 morts et 5 blessés. La déflagration a été provoquée par la rupture d'une conduite de vapeur.

L'impasse politique s'aggrave en Pologne

Le tribunal constitutionnel polonais a dénoncé hier la majorité des dispositions controversées d'une nouvelle loi sur son propre fonctionnement adoptée par les conservateurs au pouvoir, source déjà d'un chaos légal et d'une mise en garde de l'Union européenne sur le respect de l'Etat de droit.

La décision du tribunal aggrave l'impasse politique accompagnant une série de tentatives des conservateurs de Droit et Justice (PiS) de modifier le fonctionnement de cette juridiction.



Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, qui a révélé des documents diplomatiques américains, sera entendu prochainement par une juge suédoise à Londres, à l'ambassade d'Equateur où il est réfugié depuis 2012.

Trump accuse Obama et Clinton d'avoir fondé Daech

Donald Trump a réitéré hier ses accusations contre Barack Obama et Hillary Clinton, qu'il présente comme des «cofondateurs» du groupe djihadiste Etat islamique (Daech). Le candidat républicain à l'élection présidentielle du 8 novembre aux Etats-Unis reproche au président démocrate et à celle qui fut sa secrétaire d'Etat entre 2009 et 2013 la manière dont ils ont géré le retrait des forces américaines d'Irak. Trump avait déjà manié ces accusations mercredi soir lors d'un meeting de campagne en Floride.

Économie & Politique

Monde

La PME Borlée court toujours aussi vite



La famille Borlée et ses quatre athlètes coachés par leur emblématique paternel reste un vecteur de communication apprécié par les entreprises.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Le «système Borlée», la «machine Borlée», le «marketing Borlée». Dans le milieu du sport business, cette fratrie sort de l'ordinaire. Diable: quatre frères et sœurs – Olivia, Kevin, Jonathan et Dylan – qui participent aux mêmes Jeux Olympiques a quelque chose d'inédit. De quoi titiller la curiosité du public des médias et des sponsors.

À la baguette, Jacques Borlée, le paternel, un passionné, fasciné par le lien entre le sport, la science, la technologie et le monde de l'entreprise. Ce caractère bien trempé a l'œil sur tout, contrôle tout: des programmes d'entraînement et des compétitions à la préparation de la post-carrière de ses ouailles en passant par les partenariats et les contrats de sponsoring.

Pour ce dernier aspect primordial, Jacques Borlée s'appuie sur un homme de l'ombre, Ludwig De Clercq. Cet ancien membre du staff du FC Malinois de la grande époque, reconverti chez Nike comme Sports marketing manager avant de se lancer comme manager sportif, est depuis la fin 2010 le conseiller de la famille en matière de sponsoring: «C'est moi qui ai contacté Jacques Borlée, raconte-t-il; nous avons parlé des heures sur sa philosophie, ses méthodes de travail, mais j'ai dû gagner sa confiance car il est très exigeant ; travailler avec lui, c'est très challenging.»

Et le boulot ne manque pas. «Les

Borlée, c'est une véritable PME, poursuit-il ; comme Jacques est hyper perfectionniste, elle peut, en période de grande compétition comme les JO, compter jusqu'à vingt personnes : kinés, psychologues, etc.» On l'aura compris, pour payer tout ce beau monde, il faut faire rentrer des sous dans la caisse car les subsides publics, comme ceux de l'Adaps, ne suffisent évidemment pas. Et comme l'athlétisme ne génère pas autant d'argent que le football, le tennis ou le golf, la chasse aux sponsors est fondamentale. «Là où les Borlée jouissent d'un avantage exceptionnel, c'est qu'ils forment une vraie famille, où chacun soutient l'autre et qui défend des valeurs comme le respect, la persévérance, l'excellence, l'esprit d'équipe, l'innovation. Ces valeurs sont très appréciées par les partenaires, assure Ludwig De Clercq; Jacques Borlée lui-même impose d'ailleurs que chaque partenaire commercial s'engage envers la famille dans son ensemble, pas envers un de ses membres en particulier.» Seule exception : l'équipementier Nike, où les contrats sont individuels. «Une campagne de pub mettra donc toujours en présence au moins deux membres de la fratrie», ajoute-t-il.

Hiérarchie des sponsors

De même, les Borlée se présentent sur les médias sociaux comme famille. Leur page Facebook s'appelle la Borlée Family Official et compte près de 14.000 fans. Ils y postent régulièrement des nouvelles du clan, sur leurs performances, leurs apparitions avec leurs sponsors, etc.

Comme pour les clubs et les fédérations, une véritable hiérarchie de sponsors a été rigoureusement élaborée, histoire de préserver certaines exclusivités. Au sommet on trouve Crelan, la banque coopérative (lire l'encadré). C'est le sponsor «premium», le seul à pouvoir utiliser l'image des membres de la famille dans des campagnes télé, cinéma, en affichage, sur le web ou dans la presse. Viennent en-dessous les «main sponsors» : Nike (équipements), BMW (qui fournit des véhicules), Biaform (une marque de pains «santé») et les vêtements JBC (Olivia Borlée a conçu des lignes de sportswear pour la marque). Ils n'ont pas droit de les faire figurer dans des campagnes dans les grands médias hormis l'affichage petit format et la presse écrite nationale, mais peuvent utiliser leur image dans leurs magazines internes, brochures, site web, événements etc. Vient ensuite un partenaire, Lampiris, qui peut faire appel aux athlètes pour

«Jacques Borlée lui-même impose que chaque partenaire commercial s'engage envers la famille dans son ensemble, pas envers un de ses membres en particulier.»

LUDWIG DE CLERCQ
CONSEILLER DE LA FAMILLE

assister à des événements qu'il organise comme le Lampiris Green Tour, un challenge de course à pied. Suivent enfin des fournisseurs de produits et services comme Omega, Brussels Airlines et Jones Lang Lasalle, présent depuis le début et qui les conseille dans leurs investissements immobiliers.

«Ces partenaires sont fidèles, ils font partie de la famille, assure Ludwig De Clercq alors que 2013 et 2014 ont été des années difficiles, ils sont toujours là. Il en sont aujourd'hui récompensés avec l'or gagné par les Belgian Tornados, le relais 4X400 mètres aux championnats d'Europe à Amsterdam le mois dernier.» Les montants de ces partenariats sont tenus rigoureusement secrets. Le manager dit aussi refuser régulièrement des demandes d'opportunistes qui le contactent afin que les athlètes assistent à l'un ou l'autre événement ou figurent dans une campagne ponctuelle: «Je refuse toujours, la famille privilégie les partenariats à long terme, généralement de 4 ans.» Car, mine de rien, le quatuor est déjà bien sollicité. Il consacre une quinzaine de demi-journées par an à ses partenaires. Le business Borlée? Une machine aussi bien huilée que les quatre athlètes...

CRELAN
«LE SPONSOR FAIT PARTIE DE LA FAMILLE»

Née en 2013 de la fusion du Crédit Agricole et de Centea, la banque coopérative Crelan est **sponsor des Borlée depuis 2011**, à l'époque sous les couleurs du Crédit Agricole. «Nous soutenions déjà le champion du monde cyclo-cross **Sven Nijis**, essentiellement connu en Flandre, il nous fallait un pendant dans la partie francophone du pays, raconte le CEO de Crelan Luc Versele; **j'ai rencontré Jacques Borlée, un matin d'août 2011** alors qu'il s'apprêtait à partir pour les championnats du monde de Daegu en Chine, j'ai vite été séduit par sa vision. **C'est quelqu'un qui implique beaucoup ses partenaires commerciaux**, le monde de l'entreprise l'intéresse et il est prêt à lui apporter son expérience.»

Outre les campagnes d'image, Crelan peut, en tant que sponsor principal de la tribu, faire appel à ses membres pour partager leur expérience en termes de coaching, de performance,

de motivation avec le personnel de la banque et ses clients. «Nous avons l'impression de faire partie de la famille, pour une banque coopérative comme la nôtre, **cet esprit familial très important**», ajoute Luc Versele qui se souvient avec émotion du voyage à Amsterdam organisé le 10 juillet dernier lorsque les «**Belgian Tornados**», le relais 4X400 mètres composé de Kevin, Jonathan, et Dylan Borlée et Julien Woitrain, remportèrent **l'or aux championnats d'Europe**. Un voyage VIP rassemblant une quarantaine de personnes autour des Borlée et de leurs partenaires fut organisé ce jour-là. **Crelan a d'ailleurs participé activement à la création de la marque Belgian Tornados**. L'initiative avait été lancée en 2014, sous forme de concours, par Jacques Borlée, la Ligue royale belge d'athlétisme et la banque. Pas moins de 863 propositions ont été adressées au jury présidé à l'époque par Luc Versele en personne.



Le business Borlée? Une machine aussi bien huilée que les quatre athlètes... © BELGA

AMUNDI FUNDS
(la « Société »)
Société d'investissement à capital variable de droit luxembourgeois
Siège social : 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
R.C.S. de Luxembourg B-68.806

Cher Actionnaire,

En raison de la fermeture de la Bourse de Hong Kong le 2 août 2016, décidée par les autorités locales dans le contexte de l'annonce de l'alerte au typhon de niveau 8, le Conseil d'administration a résolu de suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, ainsi que toute émission, toute conversion, toute souscription et tout rachat d'actions pour les Compartiments *Amundi Funds Equity Asia ex Japan* et *Amundi Fund Equity Greater China* (les « Compartiments »), en application de l'article 21 (a) des statuts et compte tenu du fait que la Bourse de Hong Kong est une bourse où est cotée une partie substantielle des investissements des Compartiments.

Après la réouverture de la Bourse de Hong Kong, la suspension de la VNI des Compartiments a été levée à compter de la VNI datée du 3 août 2016.

La dernière version du Prospectus de la Société est disponible gratuitement en français et en néerlandais. La dernière version des statuts de la Société et des rapports périodiques sont disponibles gratuitement en français et en anglais; les Documents d'Informations Clés pour l'Investisseur sont disponibles gratuitement en français et en néerlandais sur le site internet www.amundi.com et auprès de l'intermédiaire chargé du service financier en Belgique:

CACEIS Belgium S.A.
Avenue du Port 86C, boîte 320, B-1000 Bruxelles

La Valeur Nette d'Inventaire (« VNI ») est publiée sur le site <http://www.beama.be> et disponible auprès de l'intermédiaire chargé du service financier en Belgique.

Le document d'informations clés pour l'investisseur doit être lu attentivement avant d'investir.

Le précompte mobilier en vigueur est de 27%.

Veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées,

Le Conseil d'administration

IMMO MOURY SCA
Société immobilière réglementée publique de droit belge
Siège social : rue Sainte-Marie 24 à 4000 Liège
RPM (Liège) : 0891.197.002
www.immomoury.com

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 SEPTEMBRE 2016
MM. les actionnaires sont priés d'assister à la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra rue Sainte Marie 24 à 4000 Liège le **13 septembre 2016 à 14 heures**.

La présente convocation vise donc à réunir les actionnaires pour délibérer sur **l'ordre du jour suivant** :

- PRISE DE CONNAISSANCE DU RAPPORT DE GESTION DU GERANT SUR LES COMPTES AU 31 MARS 2016
- RAPPORT DE REMUNERATION DU GERANT
Proposition de décision : L'assemblée générale approuve le rapport de rémunération du gérant au 31 mars 2016.
- PRISE DE CONNAISSANCE DU RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES AU 31 MARS 2016
- COMPTES ANNUELS
Proposition de décision : L'assemblée générale approuve les comptes annuels au 31 mars 2016, en ce compris l'attribution d'un dividende brut de € 2,3000 par action.
- DECHARGE AU GERANT ET AU COMMISSAIRE
Proposition de décisions :
 - L'assemblée générale donne décharge au gérant pour l'exécution de son mandat au cours de l'exercice 2015-2016 ;
 - L'assemblée générale donne décharge au commissaire pour l'exécution de son mandat au cours de l'exercice 2015-2016.
- RENOUVELLEMENT MANDAT DU COMMISSAIRE
Proposition de décision : L'assemblée générale renouvelle le mandat de commissaire de la société Deloitte, Reviseurs d'entreprises, représentée par Rik Neckebroek, pour un mandat de 3 ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2019 et ce, sous condition suspensive de l'accord de la FSMA.

Les émoluments annuels du commissaire sont fixés à € 14.900 hors TVA.
- FIXATION DES HONORAIRES DU GERANT POUR L'EXERCICE 2016-2017
Proposition de décision : L'assemblée générale décide de fixer les honoraires du gérant à 75.000 €.
- DIVERS
 - Formalités à accomplir par les actionnaires pour être admis à l'Assemblée générale** :

Pour participer à l'Assemblée générale ordinaire du 13 septembre 2016 ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer aux dispositions de l'article 22 des statuts.

Seules les personnes physiques ou morales :

- qui sont actionnaires de la Société au **30 août 2016, à vingt-quatre heures** (minuit, heure belge) (ci-après la « **Date d'Enregistrement** »), quel que soit le nombre d'actions détenues au jour de l'assemblée,
- et qui ont informé la Société au plus tard le **7 septembre 2016** de leur volonté de participer à l'Assemblée générale et d'y exercer leur droit de vote (formulaire d'intention de participation disponible sur www.immomoury.com), ont le droit de participer et de voter à l'Assemblée générale ordinaire du 13 septembre 2016.

Les titulaires d'actions dématérialisées doivent produire une attestation délivrée par un teneur de comptes agréé ou un organisme de liquidation, certifiant le nombre d'actions dématérialisées inscrites au nom de l'actionnaire dans leurs comptes à la Date d'Enregistrement, et pour lequel l'actionnaire a déclaré vouloir participer à l'Assemblée générale ordinaire. Ces actionnaires doivent notifier leur intention de participer à l'Assemblée générale ordinaire à la Société par lettre ordinaire, télécopie ou courrier électronique adressée à la Société au plus tard le **7 septembre 2016**.

Les propriétaires d'actions nominatives qui souhaitent participer à l'Assemblée générale ordinaire du 13 septembre 2016 doivent notifier leur intention à la Société par lettre ordinaire, fax ou courrier électronique adressée à la société au plus tard le **7 septembre 2016**.

- Procuration** :
Tout actionnaire peut se faire représenter par un porteur de procuration. La procuration doit être notifiée par écrit à la Société et doit lui parvenir au plus tard le 7 septembre 2016. Le formulaire de procuration est mis à disposition sur le site internet de la Société (www.immomoury.com).
- Droit de poser des questions**
Les actionnaires ont le droit de poser des questions, par courriel (slaschet@immomoury.com) ou par courrier au siège de la Société à l'attention de Sonia Laschet, aux administrateurs et/ou au commissaire préalablement à l'assemblée générale. Ces questions doivent parvenir à la Société au plus tard le **7 septembre 2016**.
- Droit d'inscrire des sujets à l'ordre du jour et de déposer des propositions de décision**
Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins 3% du capital social de la société peuvent, conformément aux dispositions du Code des sociétés et à l'article 21 des statuts, requérir l'inscription de sujets à traiter à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire ainsi que déposer des propositions de décision concernant les sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour. Les sujets à inscrire à l'ordre du jour et/ou les propositions de décision doivent être adressés à la Société au plus tard le **12 août 2016** par courrier ordinaire à l'attention de Madame Sonia Laschet ou par courriel : slaschet@immomoury.com. Le cas échéant, la Société publiera un ordre du jour complété au plus tard le **29 août 2016**.

Tous les documents destinés à être présentés à l'Assemblée générale ainsi que de plus amples informations sont mis à disposition sur notre site Internet : www.immomoury.com sous l'onglet Investisseur > Assemblée générale.

Le gérant, MOURY MANAGEMENT SA-
Représentant permanent-Georges MOURY.

COMMUNICATION FINANCIERE AUX INVESTISSEURS

CONVOCATIONS D'ASSEMBLÉE

CAISSE DE PREVOYANCE DES
INDEPENDANTS ET DES ENTREPRISES,
SCRL FS, en abrégé C.P.I.E.,

Siège social : Avenue Hermann Debroux 40-42, 1160 Bruxelles.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 20 juillet 2016 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour , n'ayant pas atteint le quorum.

En conséquence les membres sont invités à assister à la deuxième Assemblée Générale Extraordinaire de la société, qui se tiendra le mardi 30 août 2016 14.15 heures au 25, boulevard du Souverain, 1170 Bruxelles avec le même ordre du jour, à savoir :

Ordre du jour

- Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale relatif à la modification des statuts.
- Proposition de remplacer la première phrase de l'article 2.1. des statuts par la phrase suivante : « La société a son siège social à Auderghem (1060 Bruxelles) avenue Herrmann Debroux, 40-42. »
- Proposition de supprimer l'article 3.2 des statuts et de numéroter les articles 3.3, 3.4 et 3.5 respectivement 3.2, 3.3 et 3.
- Proposition vous est donc faite de remplacer l'actuel article 34 des statuts par le contenu suivant :

« 34.1. Tout membre-associé, personne physique, peut se faire représenter à l'assemblée par un autre membre-associé porteur d'une procuration écrite et spéciale pour chaque assemblée.

Tout membre associé, personne morale, peut se faire représenter à l'assemblée par un mandataire de son choix, membre-associé ou non, porteur d'une procuration écrite et spéciale pour chaque assemblée. »

« 34.2. Un membre-associé ou un mandataire ne peut être porteur de plus de dix procurations. »

- Proposition vous est donc faite de remplacer dans l'article 38.3 des statuts la portion de phrase « la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA) » par « l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) » et de renuméroter le 38.5. en 38.4.

* * *

L'Affilié qui désire prendre connaissance des propositions de modification peut obtenir, sur simple demande de sa part, une copie du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale relatif à la modification des statuts.

S'il vous était impossible d'assister à l'Assemblée Générale extraordinaire, vous avez encore la possibilité de vous faire représenter. En ce cas, il vous suffit de téléphoner au

02 / 678 64 57 afin de recevoir une procuration que vous voudrez bien nous retourner pour le 23 août 2016 au plus tard à l'attention de Tom Lepoutre, (044/895) boulevard du Souverain 25, 1170 Bruxelles.

ABN AMRO MULTI-MANAGER FUNDS

Société d'investissement à capital variable
Société anonyme

Siège social : 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
RCS Luxembourg : B78.762
(la « Société »)

Intermédiaire chargé du service financier:
CACEIS Belgium SA, Avenue du Port 86C boîte 320, 1000 Bruxelles

AVIS DE CONVOCATION À UNE SECONDE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRADORDINAIRE
DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ

En l'absence de quorum lors de l'Assemblée générale extraordinaire d'ABN AMRO Multi-Manager Funds qui s'est tenue le 22 juillet 2016 devant Maître Hellinckx Henri, notaire au Luxembourg (la « **Première AGE** »), le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil d'administration** ») a décidé de convoquer les actionnaires de la Société (les « **Actionnaires** ») à une seconde assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le **31 août 2016 à 11h30**, heure de Luxembourg, au siège social de la Société, au 49, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (la « **Seconde AGE** »).

Cette Seconde AGE de la Société délibérera valablement et décidera sans aucune condition de quorum, à savoir quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.

L'ordre du jour de la Seconde AGE, qui sera le même que pour la Première AGE de la Société, se composera des points suivants :

- Amendement de l'article 29 des statuts de la Société (les « **Statuts** ») comme suit :

« **Art. 29. Imputation du résultat.** Des Dividendes peuvent être distribués sous réserve que les actifs nets de la Société dépassent à tout moment le capital minimum prévu par la législation.

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale des actionnaires décide de la distribution d'un dividende sur les actions de distribution et de son montant pour chaque catégorie/classe.

S'il est dans l'intérêt des actionnaires de ne pas distribuer un dividende au vu des conditions de marché, aucune distribution n'aura lieu.

Le Conseil d'administration peut, conformément à la législation en vigueur, distribuer des dividendes intermédiaires.

Le Conseil d'administration peut décider de distribuer des dividendes sous la forme de nouvelles actions en lieu et place d'une distribution en numéraire, en vertu de conditions fixées par ses soins.

Les dividendes sont payés dans la devise du compartiment, sauf décision contraire du Conseil d'administration.

La Société distribuera annuellement, conformément aux pouvoirs de l'Assemblée générale, le revenu net, considéré comme étant l'ensemble du revenu collecté, diminué des rémunérations, commissions et dépenses.

L'actif net de la Société peut être distribué dans les limites fixées par la Loi. Les paiements de distributions seront effectués aux heures et lieux concernés. Le Conseil d'administration aura le pouvoir de distribuer un ou plusieurs dividendes intermédiaires au cours de l'exercice financier à la fréquence qu'il juge appropriée. »

La version mise à jour des Statuts est disponible sur demande au siège social de la Société ainsi qu'auprès du service financier belge.

Les Actionnaires sont informés que leurs droits d'assister à une assemblée générale et d'exercer leur droit de vote sont déterminés en fonction des actions qu'ils détiennent à minuit (heure de Luxembourg), cinq jours calendaires avant la Seconde AGE.

Si vous souhaitez assister en personne à la Seconde AGE, nous vous saurions gré de bien vouloir nous en informer au moins cinq jours ouvrés avant l'assemblée.

Si vous êtes dans l'incapacité d'assister en personne à la Seconde AGE, vous pouvez vous faire représenter à cette assemblée au moyen de la procuration soumise en vue de la Première AGE, qui reste valide pour la Seconde AGE. Un formulaire de procuration peut également être obtenu au siège social de la Société : 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, ainsi qu'auprès du service financier belge, et renvoyé à l'attention de M. Silvano Del Rosso par fax (numéro : +352/ 46 40 10 413) ou par e-mail (Luxembourg-Domiciliarygroup@statestreet.com), ainsi qu'auprès du service financier belge au moins deux jours ouvrés avant la Seconde AGE.

Dans ce dernier cas, veuillez également renvoyer le formulaire de procuration original dûment signé à l'adresse suivante ou au service financier belge :

49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Le Prospectus et les Documents d'informations clés pour l'investisseur (« DICI ») connexes mis à jour, les derniers rapports périodiques de la Société, ainsi que les statuts mis à jour seront disponibles sans frais, en Néerlandais et en Français, auprès de l'intermédiaire chargé du service Financier en Belgique ainsi qu'au siège social de la Société. Les Documents d'informations clés pour l'investisseur doivent être lus avant toute souscription. La Valeur Nette d'Inventaire (VNI) est publiée sur: www.beama.be

Luxembourg, juillet 2016

Pour le compte du Conseil d'administration de
ABN AMRO Multi-Manager Funds

d'assurer l'adaptation des données figurant dans la Banque-Carrefour des Entreprises, et, le cas échéant, chez Euroclear Belgium.

INFORMATIONS PRATIQUES

Questions - nouveaux points à l'ordre du jour ou propositions à la décision

Pendant la réunion, une séance de questions est prévue. Préalablement à la réunion, les actionnaires ont en outre la possibilité de transmettre par écrit des questions à la société concernant les points à l'ordre du jour. Ces questions doivent être transmises à la société au plus tard six jours avant la réunion, à savoir le **jeudi 8 septembre 2016**, par courrier adressé au siège de la société ou par mail : investors@realdolmen.com, à l'attention de Thierry de Vries.

Les questions qui ont été soumises comme il se doit seront abordées lors des séances de questions. Les questions d'un actionnaire ne seront prises en considération que si toutes les formalités en matière d'admission à la réunion ont été remplies.

Modification de l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins 3 pour cent du capital social de la société peut/peuvent requérir l'inscription de sujets à traiter à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale, ainsi que déposer des propositions de décision concernant des sujets à traiter inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour.

De telles requêtes doivent être adressées au conseil d'administration (c/o monsieur Thierry de Vries, Realdolmen, A. Vaucampsplaan 42, 1654 Huizingen, Belgique, e-mail : investors@realdolmen.com) et doivent être réceptionnées au plus tard le **mardi 23 août 2016** à 17 h. La société présentera un ordre du jour adapté au plus tard le **mardi 30 août 2016**, si, au cours de la période susmentionnée, une ou plusieurs de demandes visant à l'ajout de nouveaux sujets ou de nouvelles demandes de décision à l'ordre du jour lui ont été transmises de manière adéquate.

Formalités de participation

Conformément à l'article 24 des statuts de la société, les actionnaires doivent répondre aux formalités suivantes pour participer à l'assemblée générale de la société :

1 Enregistrement

Le droit de participer à l'Assemblée Générale et d'exercer le droit de vote est accordé exclusivement sur la base de l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire à 24 h (heure belge) le 14ème jour avant l'Assemblée Générale, c'est-à-dire le **mercredi 31 août 2016** à minuit (heure belge) (la « **Date d'enregistrement** »), soit :

- pour des **actions nominatives**, par leur inscription dans le registre des actions au nom de la société ;
- pour des **actions dématérialisées**, par leur inscription sur les comptes du teneur de compte agréé ou de l'organisme de liquidation, quel que soit le nombre d'actions détenues par l'actionnaire le jour de l'Assemblée Générale.

Les détenteurs de participations bénéficiaires, d'actions sans droit de vote, d'obligations, de warrants ou d'autres titres émis par la Société, ainsi que les détenteurs de certificats qui ont été émis avec la collaboration de la Société et représentant des titres émis par la Société, s'ils existent, peuvent participer avec voix consultative à l'Assemblée Générale, dans la mesure où la loi leur reconnaît ce droit. Ils ne peuvent participer au vote que dans les cas prévus par la loi. Ils sont en tout état de cause soumis aux mêmes formalités que celles qui sont imposées aux actionnaires relativement à l'annonce de leur participation et à l'accès à l'Assemblée, ainsi qu'à la forme et au dépôt des procurations.

Pour les détenteurs d'actions au porteur, le droit de participer à l'Assemblée Générale est soumis à la conversion préalable de leurs actions au porteur en actions dématérialisées ou en actions nominatives.

2 Confirmation de participation

En outre, les actionnaires désireux de participer à l'assemblée générale font part de leur intention de participer à l'assemblée générale ainsi que du nombre d'actions avec lequel il vont voter, et ce au plus tard six jours avant la date de la réunion, à savoir le **jeudi 8 septembre 2016** à 16 h (heure belge), en indiquant ceci :

- Les porteurs d'**actions nominatives** doivent transmettre une notification écrite à monsieur Thierry de Vries, Realdolmen, A. Vaucampsplaan 42, 1654 Huizingen, Belgique, (e-mail : investors@realdolmen.com) ;

- Les porteurs d'**actions dématérialisées** doivent transmettre cette notification directement, par l'intermédiaire de leur institution financière (teneur de compte agréé ou organisme de liquidation) , à Euroclear Belgium, à l'attention de Issuer Services, Avenue Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (e-mail : ebe.issuer@euroclear.com / fax : +32 2 337 54 46). Pour les porteurs d'actions dématérialisées, la notification doit comporter une attestation confirmant le nombre d'actions inscrites à leur nom à la date d'Enregistrement. Le titulaire d'actions dématérialisées peut obtenir l'attestation auprès de l'institution financière concernée (teneur de compte agréé ou organisme de liquidation).

Vote par procuration

Conformément à l'article 26 des statuts, les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire. Ce mandataire doit être en possession du formulaire de procuration établi par la société à cet effet.

Le formulaire de procuration peut être obtenu auprès de monsieur Thierry de Vries, Realdolmen, A. Vaucampsplaan 42, 1654 Huizingen, Belgique, (e-mail investors@realdolmen.com) et est également disponible sur le site de la société (www.realdolmen.com).

- Les détenteurs de **titres dématérialisés** souhaitant être représentés par un mandataire doivent transmettre leurs procurations signées au plus tard le **jeudi 8 septembre 2016** à 16 h (heure belge) à Euroclear Belgium à l'attention de Issuer Services, Avenue Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (e-mail: ebe.issuer@euroclear.com / fax : +32 2 337 54 46).

- Les détenteurs de **titres nominatifs** souhaitant être représentés par un mandataire doivent transmettre leurs procurations signées au plus tard le **jeudi 8 septembre 2016** à 16 h (heure belge) à la société à l'adresse A. Vaucampsplaan 42, 1654 Huizingen, Belgique à l'attention de monsieur Thierry de Vries.

Une personne qui opère comme mandataire peut être en possession de plusieurs procurations.

Les actionnaires souhaitant être représentés par un mandataire doivent en outre se soumettre à la procédure d'enregistrement décrite ci-dessus.

Documentation

Conformément aux dispositions légales, les détenteurs d'instruments financiers émis par la Société peuvent prendre connaissance sur le site Internet (www.realdolmen.com) ou au siège de la Société des documents et rapports mentionnés dans l'ordre du jour de la réunion, y compris les procurations. Sur investors@realdolmen.com, ils peuvent en outre demander une copie gratuite de ces documents et rapports.

Début de l'assemblée

Afin de faciliter l'enregistrement, les participants sont invités à être présents au moins une demi-heure avant le début de l'assemblée.

Le Conseil d'Administration



Société anonyme
A. Vaucampsplaan 42, 1654 Huizingen
TVA BE / RPM 0429.037.235 Bruxelles (Belgique)

CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES

LE 14 SEPTEMBRE 2016 À PARTIR DE 17 H

Le texte français est une traduction dont l'unique but est d'informer. Le texte néerlandais est le seul texte officiel

Le Conseil d'Administration de Realdolmen SA a l'honneur de vous inviter à l'Assemblée générale **annuelle des actionnaires** de la Société, qui se tiendra au siège social de l'entreprise, à 1654 Huizingen, A. Vaucampsplaan 42, le **14 septembre 2016 à partir de 17 h**.

Il n'y a pas d'exigence de quorum pour l'assemblée générale ordinaire.

Les points à l'ordre du jour et les décisions proposées par l'Assemblée Générale ordinaire qui, le cas échéant, peuvent être modifiés lors de l'assemblée au nom du conseil d'administration, sont les suivants :

Assemblée Générale annuelle

- Prise de connaissance et discussion du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire portant sur les comptes statutaires de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.**

Décision proposée : L'Assemblée générale prend connaissance du rapport annuel et du rapport du commissaire portant sur les comptes statutaires de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.

- Prise de connaissance et approbation des comptes statutaires de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.**

Décision proposée : L'Assemblée Générale approuve les comptes statutaires de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.

- Le Conseil d'administration propose que le bénéfice de l'exercice de € 3.204.091,87 est distribué en tant que rendement du capital (distribution de dividendes).**

Décision proposée : L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat de l'exercice clôturé au 31 mars 2016, comme proposé par le Conseil d'Administration.

- Prise de connaissance et discussion du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire portant sur les comptes consolidés de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.**

Décision proposée : L'Assemblée Générale prend connaissance du rapport de gestion et du rapport du commissaire portant sur les comptes consolidés de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.

- Prise de connaissance et approbation des comptes consolidés de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.**

Décision proposée : L'Assemblée générale approuve les comptes consolidés de l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.

- Distribution de dividendes**

Décision proposée : Approbation de la décision d'attribuer un dividende brut de 0,68 € par action.

- Décharge aux administrateurs et au commissaire.**

Décision proposée : L'Assemblée Générale octroie décharge à chacun des administrateurs et au commissaire de la Société pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice social clôturé le 31 mars 2016.

- Nomination et renouvellement du mandat des administrateurs.**

Décision proposée

Approbation du mandat d'administrateur de l'administrateur suivant :

La SPRL M&A Services, (numéro d'entreprise BE0818.808.771) dont le siège social est sis à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Avenue Lambeau 90, représentée par Madame Nadia Verwilghen (numéro national 691027-28635), pour une période de quatre ans, et donc jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice qui se terminera le 31 mars 2020.

Approbation du renouvellement du mandat d'administrateur des administrateurs suivants :

Monsieur Jef Colruyt, domicilié Vroenenbos 100, 1500 Halle, (numéro national 58.10.18-253.10), pour une période de trois ans, et donc jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice qui se terminera le 31 mars 2019.

La SA Vauban, (numéro d'entreprise BE0838.114.246) dont le siège social est sis à 1000 Bruxelles, Hertogstraat 47-49, représentée par Monsieur Gaëtan Hannecart (numéro national 64.04.27-393.72), pour une période de trois ans, et donc jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice qui se terminera le 31 mars 2019.

- Déclaration de gouvernance d'entreprise à l'assemblée.**

9.1 Explication relative à la bonne gouvernance d'entreprise.

9.2 Approbation du rapport sur les rémunérations relatif à l'exercice social 2015-2016, dont il est question dans la déclaration de bonne gouvernance.

9.3 Approbation de la non-application des dispositions de l'article 520ter du Code des Sociétés en ce qui concerne l'exercice 2016-2017.

Décisions proposées :

Décision 9 .1 : Explication relative à la bonne gouvernance d'entreprise.

Décision 9.2 : Approbation du rapport sur les rémunérations relatif à l'exercice 2015-2016.

Décision 9.3 : Approbation de la non-application des dispositions de l'article 520ter du Code des Sociétés en ce qui concerne l'exercice 2016-2017.

- Réélection du commissaire**

Décision proposée :

L'Assemblée Générale décide de renommer, au titre de commissaire de la société anonyme Realdolmen, Deloitte & Touche Réviseurs d'Entreprise, une société civile ayant pris la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, dont le siège social est sis Avenue Louise 240 à 1050 Bruxelles, représentée par monsieur Kurt Dehoorne, réviseur d'entreprise, et ce pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui décide des comptes annuels de l'exercice prenant cours le 1er avril 2018 et se terminant le 31 mars 2019, et de fixer le montant de la rémunération annuelle du mandat statutaire du commissaire à 146 425 € par an.

- Autorisations.**

Pouvoir d'adapter les registres, d'inscrire la Société au registre des personnes morales (Banque-Carrefour des Entreprises), et d'adapter les données la concernant auprès de l'administration de la TVA et de Euroclear Belgium.

Décision proposée :

Sans préjudice des compétences qui sont octroyées conformément aux points précédents de l'ordre du jour, l'Assemblée confère une procuration spéciale à l'Administrateur Délégué, avec pouvoir de substitution, pour accomplir toutes les démarches nécessaires et utiles visant à donner suite aux décisions qui précèdent, et notamment pour faire toutes les adaptations et inscriptions qui s'avéreraient nécessaires dans les registres des titres nominatifs concernés, et pour accomplir toutes les formalités auprès du registre des personnes morales, et, le cas échéant, auprès de l'Administration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, ainsi qu'auprès du guichet d'entreprise en vue

Investissements publics et règles budgétaires européennes, ça grince...



RENAAT HANSENS

Économiste au service d'études de la CSC

Toutes les autorités qui planifient des investissements publics importants, qu'il s'agisse de l'extension du réseau du métro bruxellois, du bouclage du ring d'Anvers ou encore de la mise en chantier du tram de Liège, font face à un énorme problème: comment concilier des investissements d'une telle ampleur avec des règles budgétaires européennes strictes, qui exigent que les dépenses soient imputées, dans le budget, au rythme de la fourniture des investissements? La solution de facilité qui consistait à maintenir ces investissements «hors budget» n'est plus possible depuis un certain temps déjà. Les règles du Système européen des Comptes (SEC2010) requièrent, en effet, une transparence complète sur toutes les dépenses publiques. Les techniques de débudgétisation relèvent définitivement du passé.

D'un point de vue économique, il n'est pourtant pas «normal» que de grands investissements publics doivent être imputés dans le budget au rythme des dépenses réelles d'investissement. Des arguments solides plaident pour une imputation à plus long terme, par exemple au rythme de l'amortissement de ces investissements. En effet, les investissements publics stimulent la croissance économique et les générations futures en récoltent les fruits. Il est donc justifié que ces générations supportent une partie de l'effort financier.

Timidité
Des économistes, rejoints récemment par la FEB, insistent à suffisance sur le problème de la timidité des investissements qui résulte des règles budgétaires européennes. Là où ils plaident antérieurement pour des coupes dans les dépenses courantes (avec une prédilection pour des

économies dans la sécurité sociale) afin de libérer des moyens pour des investissements, ils remettent aujourd'hui en question l'intransigeance budgétaire en tant que telle. Les chiffres ne mentent pas. Depuis le début de la crise et le durcissement du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) qui a suivi en 2011, les investissements publics ont baissé dans la zone euro, passant de 3,7% à 2,7% du PIB. Le secteur public belge dans son ensemble n'a pas dépassé un pitoyable 2,3% en 2015.

La Commission européenne est consciente du problème et essaie d'élargir les règles actuelles. Elle a fait une première tentative, début 2015, avec une Communication intitulée: «Utiliser au mieux la flexibilité offerte par les règles existantes du PSC». Dans le cadre de l'évaluation annuelle des budgets nationaux, elle va en-

Les règles budgétaires européennes ne font pas bon ménage avec les investissements publics.

core un pas plus loin en tenant compte au maximum des circonstances conjoncturelles. Il est toutefois clair que les limites de cet élargissement des règles sont atteintes. On est, en effet, très loin des objectifs de simplicité et de transparence, et seuls des spécialistes budgétaires chevronnés sont encore capables de déchiffrer les règles d'interprétation de la Commission européenne. La demande de retour à des règles budgétaires claires, mais également favorables aux investissements, se fait entendre avec plus de force que jamais.

Trois couches
Pour comprendre comment cela pourrait être possible, il est important de savoir que les règles budgétaires européennes ne constituent pas un bloc monolithique, verrouillé après le durcissement du Pacte de stabilité et de croissance en 2011 et dont la

clé a été jetée par la suite. Il est tout à fait pertinent de distinguer trois couches, qui constituent ensemble le cadre budgétaire européen: le Pacte de stabilité et de croissance, les règles comptables du SEC2010 et les directives budgétaires du Directorate général Ecfm de la Commission.

Le niveau le plus élevé du PSC offre déjà une ouverture pour aborder différemment les règles en matière d'investissement: le PSC prévoit, en effet, que les dépenses à caractère unique peuvent rester en dehors du solde budgétaire structurel. On pourrait penser qu'il s'agit de la solution idéale pour le gouvernement flamand, puisqu'un investissement comme le bouclage du ring d'Anvers constitue par définition un investissement d'extension à caractère unique. Ce serait malheureusement compter sans les gendarmes budgétaires de la DG Ecfm. Dans un rapport récent de décembre 2015, la DG Ecfm rappelle les cinq règles d'interprétation en vigueur pour définir les mesures à caractère unique. Le quatrième principe est le suivant: «Des mesures politiques intentionnelles qui font gonfler le déficit ne sont en règle générale pas qualifiées de mesures à caractère unique.» Ce n'est donc pas le PSC en tant que tel qui complique l'intégration d'investissements d'extension dans le budget, mais bien son interprétation par la DG Ecfm. Il est grand temps, selon nous, que les responsables politiques élus, qui doivent justifier à leurs électeurs le manque d'investissements publics, prennent à nouveau leurs responsabilités en ce qui concerne l'interprétation du PSC...

On peut aussi envisager de modifier la règle du SEC2010, qui stipule que les dépenses d'investissement doivent être imputées dans le budget au rythme de la fourniture annuelle. Dans ce cas également, la Commission européenne dispose d'un droit d'initiative pour adapter le règlement européen qui fixe les règles relatives au SEC2010. D'un point de vue politique, la situation est probablement plus difficile, notamment parce que le SEC2010 suit aussi les règles internationales en matière de comptabilité publique. Le SEC2010 n'empêche toutefois pas le financement de grands investissements publics nets au moyen de la dette. Une interprétation économiquement logique et conséquente des dépenses uniques suffit. Et c'est la Commission européenne qui détient les clés de cette interprétation beaucoup plus logique. Une telle modification des règles d'interprétation peut potentiellement avoir un impact plus important sur le niveau des investissements publics que tout le plan d'investissement de Juncker. Qu'attend encore la Commission européenne?

Le pouvoir discrétionnaire de l'ONSS



ROBERT DE BAERDEMAEKER
Koan Law Firm

Aucun employeur ne l'ignore, le retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale génère l'obligation de payer des majorations et des intérêts de retard. Toutefois, la loi du 27 juin 1969 prévoit expressément la possibilité pour un employeur, qui est en retard, de demander à l'ONSS de renoncer à ces majorations et intérêts dans une mesure qui est fixée par la loi, et ce pour autant qu'il puisse se fonder sur des causes de justification qui sont également prévues par la loi. Dans un arrêt du 22 mars 2016 (J.T.T. 2016, p.281), la cour du travail de Liège a dû trancher un litige opposant un employeur à l'ONSS notamment en raison du fait que ce dernier n'avait pas renoncé à des majorations et à des intérêts qui lui étaient demandés sur la base de ce qui était prévu par la loi.

Un contentieux compliqué
Une entreprise avait accumulé du retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale qu'elle devait à l'ONSS, arriérés portant sur un montant supérieur à 120.000 EUR. Conformément à la loi, l'ONSS avait réclamé le paiement de majorations et d'intérêts de retard, mais l'employeur concerné avait introduit une demande pour qu'il y soit renoncé. A l'appui de celle-ci, il invoquait la circonstance que ses clients étaient des pouvoirs publics qui payaient ses factures avec beaucoup de retard; ce qui provoquait des difficultés de trésorerie. L'ONSS laissa la demande sans réponse et l'entreprise la réitéra plusieurs fois. Entre-temps, l'ONSS prit l'initiative d'une procédure en paiement des arriérés de cotisations.

Des actions croisées
L'ONSS poursuivait donc la condamnation de l'entreprise au paiement d'arriérés de cotisations de plus de 120.000 EUR et, pour se défendre, celle-ci introduisit une demande de condamnation à des dommages et intérêts pour défaut de suite réservée à ses demandes, légitimes à ses yeux, de renonciation aux majorations et intérêts qui correspondaient aux montants de ceux-ci, soit un montant de l'ordre de 50.000 EUR. Le tribunal du travail fit droit à l'action de l'ONSS, mais rejeta celle de

l'entreprise qui interjeta appel.

Les reproches de l'employeur
L'entreprise considérait qu'elle avait introduit sa demande de renonciation conformément aux dispositions légales et qu'elle pouvait légitimement espérer qu'il y soit fait droit. En effet, la législation prévoit que l'ONSS a la faculté de renoncer à 50% des majorations et 25% des intérêts de retard lorsque l'employeur concerné apporte la preuve de circonstances exceptionnelles. La législation évoque aussi la survenance d'un cas de force majeure dûment justifié. L'entreprise invoquait donc les retards de paiement des pouvoirs publics qui étaient ses clients sans toutefois apporter la preuve de ces retards.

L'analyse de la cour du travail
La cour du travail rejeta l'appel de l'entreprise et confirma le jugement, et ce pour plusieurs raisons.

D'abord, l'employeur ne remplissait pas la première condition, à savoir celle d'être en ordre de cotisations puisqu'un solde restait dû. Elle considéra, en outre, qu'il n'apportait pas non plus la preuve de la survenance d'un cas de force majeure ni de circonstances exceptionnelles qu'il se contentait d'évoquer (les retards de paiement des pouvoirs publics). Mais la cour motiva davantage son arrêt sur des questions touchant aux principes mêmes régissant la matière. Elle rappela que la faculté de renoncer constituait un pouvoir discrétionnaire dans le chef de l'ONSS et que le contrôle de l'exercice de celui-ci ne pouvait toucher qu'à la légalité de la décision prise par l'ONSS et non pas sur le bien-fondé ou non de sa décision. En d'autres termes, en raison du principe de la séparation des pouvoirs, les juridictions ne peuvent se substituer à l'administration, lorsque celle-ci s'est vue confier un pouvoir d'appréciation qui lui est propre.

Le retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale génère l'obligation de payer des majorations et des intérêts de retard.

Or les décisions de l'ONSS de rejeter les demandes de renonciation (elles étaient arrivées en cours de procédure judiciaire) rencontraient les exigences légales quant aux circonstances dans lesquelles les renonciations peuvent être accordées.

Enfin, elle déduisit de son analyse que l'ONSS n'avait commis aucune faute, si ce n'est peut-être celle d'avoir tardé à répondre aux demandes qui lui étaient adressées; ce qui était sans incidence, dans la mesure où, restant libre de son pouvoir d'appréciation, elle en avait fait un usage conforme à la loi.

Un certain sens de la justice ou de l'équité pouvait faire espérer l'entreprise mais celle-ci eût dû respecter plus rigoureusement les dispositions légales pour être en situation d'obtenir ce qu'elle demandait.



Toutes les autorités qui planifient des investissements publics importants, qu'il s'agisse de l'extension du réseau du métro bruxellois, du bouclage du ring d'Anvers ou encore de la mise en chantier du tram de Liège (photo), font face à un énorme problème. © KESKISTRAM

Adresse Mediafin Avenue du Port 86c Boîte 309 1000 Bruxelles Tél.: 02/423 16 11 (Les jours ouvrables de 8h30 à 18 h)	Directeur des rédactions Frederik Delaplace
Abonnements et distribution abo@lecho.be Tél.: 0800/55.050 Fax: 02/423 16 35	Manager des rédactions Olivier Ditroia
Rédaction Tél.: 02/423 16 11 Fax: 02/423 16 77 Numéro de compte - Mediafin s.a. 412-7058051-21	Rédacteur en chef Joan Condijs
TVA 0404.800.301	Rédacteurs en chef adjoints Anne-Sophie Bailly, Serge Quidbach
Publicité Trustmedia Tél.: 02/422 05 11- Fax: 02/422 05 10 adinfo@trustmedia.be - www.trustmedia.be	News managers Laurent Fabri, Alain Narinx, Carine Mathieu
Directeur Général Dirk Velghe	

Espaces en perdition

Dans le cadre de la Biennale Summer of Photography, James Casebere présente un ensemble complexe d'intérieurs interpellants dans les antichambres du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles.



PHOTOGRAPHIE
MÉLANIE NOIRET

Peut-être n'est-il pas inutile de le rappeler: cette 6^e édition de la Biennale Summer of Photography a pour thème principal la relation que l'homme entretient avec l'espace. Il était dès lors, «comme qui dirait, évident», de laisser une place de choix à James Casebere. Le Palais des Beaux-Arts abrite jusqu'à la fin de l'été une série d'étonnantes œuvres de cet artiste américain, qui démontre, à sa manière, sa passion pour l'architecture depuis près de 40 ans. Particularité du travail du bonhomme: il construit minutieusement des maquettes en plâtre, carton et polystyrène – de bâtiments, maisons et intérieurs – pour ensuite les photographier sous des angles et des éclairages complexes et raffinés.

Fortes d'un réalisme troublant (il faut vraiment le savoir pour se rendre compte qu'il s'agit de reproductions à l'échelle et non de «vrais» espaces), réalisme renforcé par les tirages en grand format, les œuvres de James Casebere sont aussi notoirement connues pour l'absence de toute vie. Malgré cette annihilation physique, la présence humaine est cependant toujours évoquée dans ce qui semble être des décors de théâtre abandonnés, hautement symboliques et souvent angoissants. Quand il ne s'agit pas d'extérieurs et d'intérieurs domestiques, James Casebere reproduit des édifices de pouvoir et de contrôle (des cellules de prison par exemple), ou des sites appartenant au patrimoine mondial.

Casebere et Bruxelles

À l'occasion de cette exposition à Bozar, James Casebere a été invité à exposer des œuvres qui, d'une manière ou d'une autre, sont reliées à la Belgique et à sa capitale. Ainsi, en guise de point d'articulation, la sculpture monumentale «Screw Device» occupe la Rotonde. Cette reproduction d'une habitation familiale américaine clas-



«Monticello #1» (2001, ci-dessus) reproduit une pièce (inondée) de la demeure de Thomas Jefferson en Virginie et «Turning Hallway» (2003, ci-contre) est une maquette photographiée d'un couloir du bâtiment Horta. © JAMES CASEBERE

sique apparaît comme le décor d'un film d'animation de Tim Burton. Ce qui devrait être le symbole de la sécurité et du bien-être, sous l'égide de Casebere, devient une structure menaçante. Le foyer est dès lors perçu comme protection autant qu'emprisonnement, espace accueillant autant que labyrinthe tourmenté. D'importants symboles et sous-entendus se jouent ici. Le lien avec notre pays, demanderez-vous? Cette œuvre fut exposée pour la première fois en

1991 à la Galerie Bruges La Morte.

Dans les couloirs adjacents, le visiteur a l'occasion de découvrir un panel de photographies de l'artiste qui offrent un parcours de sa carrière. Des couloirs et des escaliers vides, comme ce «Turning Hallway», maquette photographiée d'un couloir du bâtiment Horta. Mais également des environnements domestiques – dont les reproductions les plus récentes mettent en évidence des relents de crise des subprimes et

La présence humaine est toujours évoquée dans ce qui semble être des décors de théâtre abandonnés.

de désastres écologiques – et enfin, des espaces pénitentiaires.

Les œuvres conceptuelles de Casebere sont autant un questionnement de nos perceptions des espaces qu'une mise en évidence du statut de réalité que la photographie donne à son objet.

«After Scale Model: Dwelling in the work of James Casebere», Bozar, jusqu'au 4 septembre, www.bozar.be.



Ikea n'expose pas que des meubles en kit

PHOTOGRAPHIE

Une exposition photo prend place dans les magasins Ikea en Belgique pour témoigner des conditions de vie, des rêves et des préoccupations quotidiennes de réfugiés en Jordanie.

Dès aujourd'hui, les magasins Ikea du pays accueillent une exposition photo intitulée «IWitness». Celle-ci présente le récit en images du voyage d'un employé de l'Ikea d'Hognoul à la rencontre des réfugiés syriens. Baptiste Collard a fait des études en photographie et c'est cette passion qui l'a conduit, avec cinq autres collègues issus d'autres magasins, à participer à cette aventure.

Chacun de ces volontaires a présenté un atout – don d'écriture, de vidéaste ou de photographe – qui lui a permis d'être choisi parmi 60 candidats pour voir sur le terrain, et surtout témoigner, de la vie quotidienne des réfugiés syriens en Jordanie, mais aussi du travail humanitaire qu'effectue la Fondation Ikea en collaboration avec le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Car derrière les meubles en kit et les boulettes suédoises de la célèbre enseigne d'ameublement, se «cache» une organisation dont les

Il y a des espoirs et des sourires dans les regards graves capturés par le jeune photographe.



Ahmed et son fils qui souffre d'un handicap mental dans une étreinte pleine d'amour. © IKEA

missions sont bien éloignées de celles de combler à prix avantageux nos envies déco.

On connaît en effet moins la Ikea Foundation, cette organisation philanthropique qui s'est donné pour but d'améliorer le sort des plus démunis dans le monde entier en soutenant financièrement nombre de programmes tels qu'Unicef, The UN Refugee Agency, Warchild, Oxfam, etc. En 2014, par exemple, ce ne sont pas moins de 104 millions d'euros que la fonda-

tion a distribués entre ses partenaires.

Emotions

Francophones et néerlandophones, Erika, Baptiste, Ann, Pierre, Damien et Nathalie rapportent de leur séjour (loin d'être touristique) dans les camps de Za'atarie et d'Aznaq des témoignages très personnels et émouvants qu'ils partagent aujourd'hui avec leurs collègues et les clients d'Ikea afin de les sensibiliser au sort des réfugiés. Ainsi, les photos

de Baptiste, poignantes, mais sans aucun misérabilisme: un père désespéré et son fils handicapé dans une étreinte pleine d'amour, un porteur d'eau à vélo au travail, la vue d'un camp étrangement semblable à d'autres camps de triste réputation, des familles fières malgré l'abandon de toute une vie pour un meilleur incertain... Il y a des espoirs et des sourires dans les regards graves capturés par le jeune photographe. C'est ce qu'il a souhaité mettre en avant, cette confiance en l'avenir... malgré tout. Et sans nul doute, il y est parvenu, tout en plaçant ses clichés en contraste avec nos vies, ici. Il y a également de belles émotions et des prises de conscience considérables dans les textes de ses collègues à lire sur un blog dédié à l'expérience. Sincèrement, vous ne perdrez rien à agrémenter votre prochaine visite dans un magasin à l'enseigne jaune et bleu avec un tour par cette petite exposition digne et pleine d'espérances.

M.N.

Expo «IWitness», dans les magasins Ikea de Gent, Hasselt, Mons et Zaventem. Dans ceux de Wilrijk et Hognoul à partir du 18/8, Arlon à partir du 26/8 et Anderlecht à partir du 12/09. www.ikeafoundation.org

TRAVAUX

L'Opéra de Sydney va (enfin) améliorer son acoustique

L'emblématique – par son architecture composée de trois groupes de «coquilles» voûtées et entrelacées plus que par son acoustique qui est la risée de tous les mélomanes – Opéra de Sydney fermera en 2019 pour un vaste chantier de rénovation de 18 mois. Ces travaux, d'une valeur prévue de 247 millions de dollars australiens (170 millions d'euros) seront les plus importants réalisés depuis l'ouverture en 1973 de ce bâtiment classé au Patrimoine mondial. La grande salle de concert est de longue date critiquée pour son acoustique très décevante. Sa rénovation impliquera donc l'installation d'un nouveau plafond équipé de nouveaux déflecteurs acoustiques pour mieux distribuer le son. En 2014, l'acteur américain John Malkovich avait affirmé que l'Opéra de Sydney avait «une acoustique qui ne conviendrait pas à un hangar pour avions». En 1999, le chef de l'Orchestre symphonique de Sydney, Edo de Waart, avait menacé de boycotter la salle, qualifiant les panneaux acoustiques y réorientant les sons de «plaisanterie». Le deuxième plus grand espace scénique de l'Opéra, le Joan Sutherland Theatre, va également être rénové.

Entreprises

Quel impact la faillite de MS Mode aux Pays-Bas aura-t-elle en Belgique?

LE RÉSUMÉ

La faillite a été demandée pour les 130 magasins aux Pays-Bas.

MS Mode est présente **en Belgique avec 46 magasins et 219 équivalents temps plein.**

CoolCat et America Today, deux enseignes sœurs, sont également présentes chez nous.

Tous attendent la suite de l'histoire.

Les propriétaires de la chaîne néerlandaise MS Mode ont demandé la faillite pour les 130 magasins aux Pays-Bas, ont-ils annoncé jeudi. Les magasins continueront cependant à ouvrir leurs portes pour le moment.

Vendredi, la direction des 130 filiales néerlandaises avait déjà sollicité un sursis de paiement aux Pays-Bas. L'un des administrateurs de la société avait indiqué à l'agence de presse néerlandaise ANP que l'argent manquait pour payer les salaires. L'organisme gouvernemental UVW va dès lors prendre le relais. L'administrateur interrogé n'était toutefois pas en mesure de se prononcer sur la poursuite ou non de l'activité dans le futur.

Le groupe, qui emploie quelque



Chez MS Mode Pays-Bas, l'argent manque pour payer les salaires. Les activités belges, qui semblent en meilleure forme, pourront-elles échapper aux difficultés de la maison mère? © HOLLANDSE HOOGTE

2.500 personnes, compte au total plus de 400 magasins répartis sur plusieurs pays européens, dont la Belgique.

«Nous attendons»

Chez nous, l'enseigne spécialisée dans les vêtements de grande taille pour femmes compte 46 magasins, dont 16 en Wallonie et 4 à Bruxelles. Selon les derniers comptes annuels

En Belgique, MS Mode, CoolCat et America Today totalisent 80 magasins et plus de 400 équivalents temps plein.

déposés, les effectifs de la filiale belge étaient de 219 équivalents temps plein en 2014: 236 personnes à temps partiel et 72 à temps plein.

Qu'advient-il des activités belges du groupe? Au siège de MS Mode Belgique ce jeudi, on renvoyait les questions vers les Pays-Bas, tout en reconnaissant ne rien savoir des conséquences pour les activités belges. «Nous attendons nous-mêmes

d'en savoir plus.» Aux Pays-Bas, les questions étaient retournées vers l'avocat de la maison, lequel était injoignable ce jeudi.

Selon les dernières informations disponibles (à fin 2014), la filiale belge MS Mode réalise chez nous 30 millions d'euros de chiffre d'affaires et un résultat net de 726.000 euros.

MS Mode est une filiale du holding néerlandais Coolinvestments,

le holding familial de l'homme d'affaires Roland Kahn (lire son portrait en page 2). Ce holding contrôle également les enseignes de vêtements CoolCat, America Today, ainsi que la ligne de lingerie Sapph.

CoolCat, America Today

L'enseigne CoolCat est également présente en Belgique avec 19 magasins (dont 8 en Wallonie et 1 à Bruxelles), pour un effectif salarié de 140 équivalents temps plein (chiffres fin 2014). Quant à la chaîne America Today, elle dispose de 16 points de vente belges, dont 15 en Wallonie et un à Bruxelles, et emploie 70 équivalents temps plein.

Comme MS Mode Belgique, la société anonyme CoolCat Belgium est en positif, du moins en 2014 (derniers comptes déposés), avec un résultat net de 798.000 euros pour 24 millions d'euros de chiffre d'affaires. La SA America Today Belgium est, elle aussi, dans le vert: elle a vendu en 2015 pour 17 millions d'euros et a bouclé l'année sur un résultat net de 211.000 euros.

En Belgique, MS Mode et ses enseignes sœurs ne semblent donc pas aux abois. Mais peuvent-elles échapper aux difficultés de la maison mère? Ou faut-il s'attendre à un scénario à la Brantano? Après la faillite de la maison mère néerlandaise, les magasins belges du distributeur de chaussures ont été repris par un trio d'investisseurs belges.

Première conséquence des déboires néerlandais, le site internet belge de MS Mode était indisponible jeudi. Son redémarrage dépendra des négociations avec les Pays-Bas, selon le service clientèle.

P.G.E., S.N., AVEC BELGA

La Commission se penche sur la fusion Dow-DuPont

La Commission européenne a annoncé hier l'ouverture d'une «enquête approfondie» sur le projet de fusion entre les deux géants américains de la chimie, Dow Chemical et DuPont, qui pourrait donner naissance à un mastodonte pesant 130 milliards de dollars en Bourse.

Cette enquête doit déterminer si l'opération, annoncée en décembre 2015, «est susceptible de réduire la concurrence dans des secteurs tels que la protection des cultures, les semences et certains produits pétrochimiques». La fusion de Dow Chemical et DuPont aboutirait à «la plus importante entreprise intégrée au monde dans les secteurs de la protection des cultures et des semences», dans une industrie «déjà concentrée au niveau mondial», note la

Commission.

L'exécutif européen craint que l'opération «ne provoque un recul de l'innovation dans le domaine de la protection des cultures dans son ensemble», et notamment qu'elle «ne réduise la concurrence» sur les marchés des herbicides et des insecticides.

La Commission craint que l'opération «ne provoque un recul de l'innovation dans le domaine de la protection des cultures».

Une faille de sécurité toucherait 100 millions de véhicules dans le monde

Des chercheurs en Allemagne et en Grande-Bretagne ont mis au jour une faille de sécurité dans le système d'ouverture et de fermeture à distance d'environ 100 millions de véhicules dans le monde, rapporte jeudi la presse allemande.

Cette équipe de chercheurs a découvert une faille de sécurité dans les systèmes permettant d'ouvrir et de fermer à distance les portes et le coffre de voiture grâce à la clé du véhicule, d'après une enquête conjointe du quotidien Süddeutsche Zeitung (SZ) et des chaînes publiques régionales de radio-télévision NDR et WDR.

Le groupe Volkswagen est «particulièrement touché». On parle de Golf 4 à 6, mais aussi d'Audi, de Seat et de Skoda. VW a admis que «les systèmes de sécurité des véhicules âgés jusqu'à 15

ans ne présentent pas le même niveau de sécurité que ceux (des) véhicules actuels» du groupe Volkswagen.

D'après les trois médias allemands, il serait possible pour des pirates informatiques de contourner le système de sécurité des clés à partir d'anciennes clés en raison du nombre insuffisant de mots de passe différents.

Des problèmes de sécurité du même type ont également été identifiés par les chercheurs chez d'autres constructeurs parmi lesquels les Français Citroën (Nemo, Jumper), Peugeot (207 notamment) et Renault (Clio, Twingo, etc), l'italien Fiat (Punto, Panda...), l'allemand Opel (Astra, Corsa...), le japonais Nissan (Qashqai notamment) ou encore l'américain Ford (Ka), selon ces médias.

B.E.

Les fournisseurs d'énergie refusent toujours de supporter seuls les impayés

Lampiris mène le combat pour ne plus assumer seul les factures impayées. Il a déjà été débouté deux fois en justice. Mais les discussions pour modifier la situation n'ont pas été abandonnées, apprend L'Echo.

CHRISTINE SCHARFF

Dès 2013, le fournisseur d'énergie Lampiris avait demandé aux gestionnaires de réseau de le dédommager pour les impayés liés aux coûts de distribution. La «cascade tarifaire» fait que tous les coûts sont regroupés sur une seule facture, envoyée par le fournisseur. À charge pour lui de reverser ensuite aux gestionnaires de réseau (GRD) la part qui leur revient pour la distribution de l'électricité ou du gaz. Mais en cas d'impayés, le fournisseur supporte seul la perte, alors que l'énergie elle-même ne représente plus que 24 à 36% de la facture d'électricité.

Comme les GRD ne bougeaient pas, Lampiris est allé en justice pour tenter de mettre fin à cette situation. La Febeg, la fédération des fournisseurs d'énergie, dont Lampiris n'est plus membre, a également fait de ce sujet un cheval de bataille. Elle chiffre à 74 millions d'euros les montants impayés sur les frais de distribution et de transport et certaines taxes que les fournisseurs n'ont pas pu récupérer en 2014. S'y ajoutent les frais de facturation ou de recouvrement effectués au bénéfice d'autres acteurs, que la Febeg estime à 100 millions d'euros pour les 5 premiers fournisseurs du pays.

Lampiris débouté deux fois

Lampiris avait lancé trois procédures simultanées contre les régulateurs régionaux, demandant l'annu-



Lampiris a été débouté deux fois dans son combat pour ne plus supporter seul les impayés. Mais le dossier n'est pas refermé. © BTR

lation d'une série de décisions tarifaires, qui ne prévoyaient pas de postes pour couvrir les frais de facturation des fournisseurs ainsi que la charge des impayés qu'ils supportent sur les coûts de distribution. On se souvient que la cour d'appel de Liège l'avait débouté, jugeant sa demande irrecevable: pour la cour, la seule annulation de ces décisions tarifaires ne permettrait pas à Lampiris d'obtenir ce qu'il souhaite, à savoir la prise en compte de ces coûts par les gestionnaires de réseau.

La cour d'appel de Bruxelles a également débouté Lampiris dans un jugement rendu fin avril, dont nous venons de prendre connaissance. Mais elle reconnaît l'intérêt direct de Lampiris dans le dossier – une annulation des décisions tarifaires de Brugel, le régulateur bruxellois, lui donnerait au moins une chance de voir les coûts contes-

tés déduits du montant qu'il doit payer aux GRD, note la cour. Elle rejette par contre sa demande, soulignant que Brugel n'a fait qu'appliquer un modèle de marché (la facture unique) réclamé par les fournisseurs, et que les coûts de facturation ne sont par définition pas des coûts du GRD.

La chambre flamande de la cour d'appel de Bruxelles, elle, doit encore se prononcer sur la demande de Lampiris d'annuler une série de décisions du régulateur flamand.

tés déduits du montant qu'il doit payer aux GRD, note la cour. Elle rejette par contre sa demande, soulignant que Brugel n'a fait qu'appliquer un modèle de marché (la facture unique) réclamé par les fournisseurs, et que les coûts de facturation ne sont par définition pas des coûts du GRD.

La chambre flamande de la cour d'appel de Bruxelles, elle, doit encore se prononcer sur la demande de Lampiris d'annuler une série de décisions du régulateur flamand.

La porte est ouverte en Flandre

Des discussions avaient été entamées par les trois régulateurs régionaux avec les GRD et les fournisseurs pour tenter de trouver une solution au problème. La Creg, le régulateur fédéral, y participait également en tant qu'observateur. Mais ces discussions ont été suspendues durant les procédures judiciaires. Côté bruxellois et côté wallon, tout est toujours au point mort. En Flandre, par contre, la porte est restée ouverte. Des contacts ont encore eu lieu sur cet épineux dossier, apprend L'Echo. Et ces contacts seraient plutôt positifs pour les fournisseurs. Bruxelles n'exclut d'ailleurs pas de reprendre les discussions.

La Febeg a déjà expliqué qu'elle ne voulait pas renoncer à la facture intégrée, jugée plus efficace qu'un modèle où chaque acteur de marché facturerait ses propres coûts aux clients. Les discussions porteraient plutôt sur le remboursement par les GRD d'une partie des impayés, et sur un dédommagement des fournisseurs pour le travail administratif effectué. Une modification qui, si elle se concrétise, risque d'être répercutée sur les tarifs de réseau, et donc sur la facture du consommateur...

74 millions €

Les fournisseurs d'énergie estiment à 74 millions d'euros les montants impayés sur les frais de distribution et de transport qu'ils n'ont pas pu récupérer en 2014.